

LE HEZBOLLAH ET LA CRISE LIBANAISE

Rapport Moyen-Orient N°69 – 10 octobre 2007

TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS.....	i
I. LE FOSSÉ CONFESSIONNEL.....	2
A. UNE FAILLE CONFESSIONNELLE QUI SE CREUSE.....	2
B. LE SOUTIEN CHIITE AU HEZBOLLAH	3
1. La nécessaire sécurité des chiites.....	3
2. La guerre.....	6
3. Le ralliement des autres forces chiites.....	8
C. LES RELATIONS AVEC LES AUTRES GROUPES	9
1. La rupture avec les islamistes sunnites.....	10
2. L'alliance avec Aoun	12
II. LA RÉSISTANCE APRÈS LA GUERRE	14
A. UNE NOUVELLE EQUATION MILITAIRE	14
B. POLITIQUE INTERIEURE.....	16
1. Préserver la résistance	17
2. Contenir l'influence des États-Unis.	19
III. L'IDENTITE ISLAMIQUE DU HEZBOLLAH	19
IV. LE HEZBOLLAH ET LE NOUVEL « AXE DU MAL ».....	22
A. UNE AUTONOMIE RELATIVE ET LIMITEE	22
B. NATURE DES ALLIANCES AVEC LA SYRIE ET L'IRAN	23
V. CONCLUSION	26
ANNEXES	
A. CARTE DU LIBAN	29

LE HEZBOLLAH ET LA CRISE LIBANAISE

SYNTHÈSE ET RECOMMANDATIONS

La crise libanaise ne fait plus la une des journaux mais elle est loin d'être terminée. Aujourd'hui, tous les regards se portent sur les élections présidentielles, dernière arène en date du combat sans fin entre les forces pro et anti-gouvernement. Même si un candidat consensuel est choisi, aucun des graves problèmes que connaît le pays ne sera réglé, en particulier celui des armes du Hezbollah. Pour que les élections ne soient pas qu'un préambule à une nouvelle épreuve de force, tous les partis et leurs alliés extérieurs devront renoncer à leurs revendications, dans l'ensemble d'une grande exigence, et négocier un accord global qui tolère, pour le moment, le statut armé du Hezbollah tout en limitant l'usage de ces armes.

Compte tenu des événements survenus ces dix derniers mois, les Libanais peuvent ressentir un certain soulagement. Les manifestations de masse de décembre 2006, suivies d'une grève générale et d'affrontements entre les forces pro et anti-gouvernement à tendance confessionnelle, ainsi qu'une série d'assassinats et d'attentats à la voiture piégée, ont poussé le pays au bord du gouffre. Les institutions politiques sont quasiment paralysées ; le gouvernement gouverne à peine ; la crise économique s'aggrave ; les efforts de médiation ont échoué ; les assassinats politiques se poursuivent et les groupes politiques, qui anticipent un éventuel regain du conflit, se réarment. Néanmoins, conscients du danger que comportent leurs propres actions, les dirigeants de presque tous les bords ont décidé opportunément de prendre du recul.

L'une des principales raisons de cette décision tient à ce que le Hezbollah a pris conscience des dangereuses conséquences que pourrait impliquer le renversement du gouvernement. Face aux appels à désarmer et à la dénonciation de son aventurisme (qui serait d'inspiration étrangère) à l'origine de la guerre de juillet 2006, le Hezbollah a conclu que le gouvernement du Premier ministre Fouad Siniora et ses partisans étaient des acteurs hostiles qui cherchaient à le mettre en échec et à réduire son influence pour aligner le Liban sur les pays occidentaux plus encore qu'il ne l'est déjà. Ainsi, il a mené son combat sur la scène strictement intérieure en incitant les ministres chiïtes à quitter le gouvernement, en descendant dans la rue et en poussant le gouvernement vers la

sortie. Recourir à la rue était risqué et contre-productif. À presque tous les niveaux de la société, le soutien chiïte du Hezbollah s'est renforcé, grâce à la fois aux efforts de longue haleine du mouvement pour consolider sa domination sur la communauté et à un contexte d'après-guerre caractérisé par de nombreux clivages. Les anciens adversaires chiïtes ont, pour l'instant, mis leurs différences de côté, considérant l'armement du Hezbollah comme leur meilleure défense dans un environnement où les chiïtes se sentent assiégés de l'intérieur comme de l'extérieur.

Mais si le mouvement a prouvé ses capacités de mobilisation et a bénéficié du soutien de nombreux membres de la communauté chrétienne, le fait qu'il se soit appuyé sur une base essentiellement chiïte pour renverser un gouvernement dominé par les sunnites a renforcé les affiliations confessionnelles. Les sunnites et de nombreux chrétiens se sont inquiétés de la force du Hezbollah et de sa capacité à déclencher des affrontements à grande échelle de façon unilatérale ; ils l'ont de plus en plus perçu comme un mouvement chiïte plutôt que national et poursuivant une stratégie iranienne ou syrienne mais en aucun cas libanaise. En somme, si le mouvement a cherché à souligner les enjeux politiques du conflit, les combats de rue ont rapidement pris une tournure confessionnelle, emprisonnant le Hezbollah dans un carcan sectaire et menaçant de le détourner de ses objectifs principaux.

Le Hezbollah doit faire face à d'autres dilemmes. Le déploiement de l'armée et la présence renforcée d'une force des Nations unies à la frontière israélienne ont réduit significativement sa marge de manœuvre militaire. La base sociale du mouvement chiïte est également épuisée et lassée de la guerre, résultat de la campagne intensive menée par Israël. Par ailleurs, les tensions confessionnelles limitent la possibilité pour les chiïtes de trouver refuge auprès des autres communautés dans l'éventualité d'une nouvelle confrontation avec Israël. Le Hezbollah a ainsi adopté malgré lui un mode défensif, préparé pour un conflit mais peu enclin à y participer.

Le Hezbollah semble être à la recherche d'une solution qui désamorcerait les tensions confessionnelles et réfléchirait à l'adoption d'une nouvelle position militaire. La posture délicate dans laquelle il se trouve actuellement offre une

chance de progresser sur la question de son statut armé. Bien sûr, le Hezbollah n'acceptera de compromis à aucun prix. Ses priorités sont claires : conserver son armement et protéger le Liban ainsi que le Moyen-Orient de l'influence d'Israël et des États-Unis au travers d'un « axe du refus » qui inclut l'Iran, la Syrie et le Hamas. S'il en ressentait le besoin, il n'hésiterait probablement pas à entretenir la paralysie politique au Liban, y compris au prix de l'aliénation d'autres forces non chiites, à mobiliser ses partisans, quitte à s'auto-réduire à un mouvement encore plus sectaire, et à protéger les intérêts syriens ou iraniens, même au prix de sa réputation au niveau national.

Les partis libanais et leurs alliés étrangers devraient chercher à signer au niveau national un accord global qui, tout en remettant à plus tard la question de l'armement du Hezbollah, limiterait l'usage de ses armes. Il s'agirait en d'autres termes d'un accord qui ne résoudrait ni n'ignorerait le problème. Les éléments de l'accord ne seront ni simples à négocier ni une panacée et ils permettront au mieux une accalmie temporaire. Sans réforme politique de fond, le système politique du Liban, qui est fondé sur le principe de partage du pouvoir entre les factions confessionnelles, encouragera inévitablement les crises cycliques, l'impasse gouvernementale, le manque de redevabilité et le sectarisme. Plus important encore, l'avenir du pays est étroitement lié à la confrontation régionale qui l'a plongé dans le conflit armé avec Israël, a bloqué son système politique et l'a mené au bord d'une nouvelle guerre civile. Sans un règlement qui résoudra aussi ces questions, à commencer par les relations entre les États-Unis, Israël, la Syrie et l'Iran, le Liban ne connaîtra aucune solution durable.

RECOMMANDATIONS

Aux partis politiques libanais et aux gouvernements étrangers concernés, y compris les États-Unis, la France, la Syrie et l'Iran :

1. Chercher un moyen de sortir de la crise politique libanaise par la négociation ou en encourageant la négociation d'un accord global qui inclue les éléments suivants :
 - (a) le choix d'un président par consensus (c'est-à-dire par un vote aux deux tiers au Parlement) afin d'éviter les dangers posés par un vide présidentiel ou par un double gouvernement ;
 - (b) l'adoption d'une déclaration ministérielle qui réponde aux principaux intérêts de toutes les parties :
 - i. en acceptant le principe de résistance mais uniquement comme phase de

transition avant la mise en place d'une véritable stratégie de défense nationale et en limitant son usage à des fins défensives (c'est-à-dire en cas d'agression étrangère) ;

- ii. en donnant une chance à la diplomatie de résoudre la question de la zone des fermes de Chebaa par un moratoire sur l'action armée sur ce territoire ;
 - iii. en acceptant la résolution 1701 du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi que le jugement par le tribunal international de l'assassinat de Rafic Hariri ; et
 - iv. en appelant à la normalisation des relations avec la Syrie par l'ouverture d'ambassades, la démarcation des frontières et la résolution de la question des disparus libanais ; et
- (c) un accord collectif pour bloquer l'escalade militaire actuelle et mettre fin à la guerre des mots, en particulier dans les médias.

Au prochain gouvernement libanais :

2. Renouer le dialogue avec tous les partis politiques en vue d'élaborer une stratégie de défense nationale.
3. Faire de la question des fermes de Chebaa une priorité, en recherchant dans un premier temps une solution impliquant la tutelle des Nations unies.
4. Commencer à répondre aux faiblesses du système politique en adoptant une nouvelle loi électorale qui soit plus équitable et en nommant un nouveau Conseil constitutionnel.

Au Hezbollah :

5. Répondre aux craintes des autres communautés :
 - (a) en adoptant une nouvelle charte pour remplacer le document fondateur de 1985 qui appelle à l'établissement d'un État islamique ;
 - (b) en clarifiant sa position vis-à-vis de l'État et en défendant publiquement les réformes spécifiques qu'il attend ;
 - (c) en acceptant sans ambiguïté l'accord global susmentionné, particulièrement en promettant d'agir uniquement dans un cadre défensif et en se conformant à un moratoire sur les opérations militaires dans la zone des fermes de Chebaa ; et

- (d) en levant le siège des bureaux du Premier ministre.

Liban vis-à-vis de la Syrie en matière de commerce) dans ses relations avec son voisin.

À la Syrie :

6. Répondre aux inquiétudes des Libanais en affichant sa volonté de normaliser leurs relations grâce à l'échange d'ambassadeurs, la délimitation des frontières, le renoncement à l'ingérence directe politique ou militaire et en ayant recours à des méthodes légitimes (c'est-à-dire l'utilisation de ses alliés historiques libanais et de la dépendance du

À Israël :

7. Accepter de rendre les fermes de Chebaa à la tutelle temporaire des Nations unies.
8. Éviter les intrusions dans l'espace aérien libanais ainsi que tout autre acte de provocation.

Beyrouth/Bruxelles, 10 octobre 2007

LE HEZBOLLAH ET LA CRISE LIBANAISE

I. LE FOSSÉ CONFESSIONNEL

La visibilité du Hezbollah dans les mondes arabe et musulman a atteint son apogée à la suite de la guerre de l'été 2006. L'image de Nasrallah était partout et les comparaisons étaient constantes entre le chef du Hezbollah et l'ancien dirigeant égyptien, Gamal Abdel Nasser. Même les islamistes sunnites ont célébré les exploits militaires du mouvement, y compris dans les pays dont les autorités avaient critiqué ce dernier.

Au Liban, cependant, la situation était mitigée. La capacité du Hezbollah à neutraliser l'offensive israélienne et à y répondre fut une source de fierté et de soulagement mais son pouvoir militaire sans limites ainsi que sa capacité à provoquer une guerre unilatéralement avec les conséquences dévastatrices que l'on sait ont alarmé les non chiites. De plus en plus populaire au sein de la communauté chiite, le Hezbollah a souffert d'un déclin rapide au sein d'autres communautés. Il est peut-être encore plus significatif que des tensions aient émergé entre la culture profondément chiite du Hezbollah et sa volonté d'être perçu comme un mouvement de résistance islamique qui transcende les confessions. Le mouvement s'est toujours donné du mal pour ne pas embrasser une stratégie purement chiite ou pour ne pas être perçu sous un angle uniquement confessionnel, en inscrivant ses liens avec l'Iran révolutionnaire dans le cadre d'une lutte générale contre l'opresseur israélien et l'impérialiste américain. Ces dernières années, cependant, l'enchaînement des événements lui a considérablement compliqué la tâche, l'entraînant dans une logique sectaire qui fragilise l'ancien consensus autour du maintien de son imposant arsenal.

A. UNE FAILLE CONFESSIONNELLE QUI SE CREUSE

Un précédent rapport de Crisis Group décrivait l'enchaînement des événements locaux et régionaux qui ont nourri les divisions confessionnelles au Liban.¹ Bien qu'il soit difficile de déterminer le moment qui a été décisif, l'assassinat le 14 février 2005 de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, personnalité sunnite particulièrement

charismatique, est l'évènement qui a changé la donne. Les réactions chez les sunnites et les chiites face à ce meurtre ont été très contrastées, tendance qui s'est accentuée dès que les conséquences de cet assassinat au Liban et dans la région sont apparues plus clairement. Pour les sunnites, la Syrie cherchait à décapiter leur communauté, aussi se sont-ils resserrés autour de Saad Hariri, fils de la victime. Compte tenu de la détérioration des relations entre la Syrie d'une part et les États-Unis et la France d'autre part, la coalition du 14 mars formée autour du fils Hariri a bénéficié d'un important soutien occidental.²

Les chiites (ainsi que de nombreux chrétiens) ont observé avec inquiétude ce qu'ils percevaient comme le triomphalisme sunnite. Ils ne se sentaient pas représentés par le bloc Hariri et, même s'ils n'étaient pas mécontents de voir les troupes syriennes quitter le pays, considéraient que les critiques sévères à l'égard de Damas s'inscrivaient dans un effort de modification de l'équilibre régional, de contrôle de l'action du Hezbollah en vue de son élimination et d'affaiblissement de la communauté chiite. La réaction des Libanais aux autres facteurs internes et régionaux qui sont intervenus ces quatre dernières années (notamment la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations unies qui appelait au désarmement du Hezbollah ; l'enquête autour de l'assassinat d'Hariri ; les relations tendues avec la Syrie ; la guerre en Irak et les tensions de plus en plus marquées entre chiites et sunnites) a été dans l'ensemble guidée par des motifs confessionnels. La guerre de juillet 2006 et les événements qui l'ont suivie ont accéléré ce processus. L'action du Hezbollah a ravivé les craintes des autres communautés quant à ses capacités militaires, de la même manière que sa décision d'organiser un enlèvement, sans avertissement ni accord du gouvernement, a fait réfléchir quant à sa capacité à mettre en danger le pays dans son ensemble sur la base de ses (mauvais) calculs.

Dans ce contexte de tensions régionales croissantes, beaucoup ont également – à tort ou à raison – vu la main de l'Iran ou de la Syrie, réveillant les dénonciations d'un « axe chiite ».³ La position ambiguë pendant la

¹ Voir Rapport Moyen-Orient n°48 de Crisis Group, *Lebanon: Managing the Gathering Storm*, 5 décembre 2005.

² La coalition tire son nom des manifestations de masse du 14 mars 2005 contre la présence syrienne au Liban. Voir Rapport Moyen-Orient n°39 de Crisis Group, *Syria After Lebanon, Lebanon After Syria*, 12 avril 2005.

³ Voir le rapport Moyen-Orient n°57 de Crisis Group, *Israel/Palestine/Lebanon: Climbing Out of the Abyss*, 25 juillet 2006.

guerre de l'Arabie saoudite, de la Jordanie et de l'Égypte, qui ont critiqué le Hezbollah et, selon certains rapports, ont accueilli favorablement une campagne militaire israélienne prolongée, ont encouragé par mimétisme la condamnation d'un axe proaméricain et proisraélien impliquant des États arabes soi-disant modérés. La guerre et ses retombées ont conforté le Hezbollah dans l'idée que le gouvernement Siniora et ses alliés lui étaient hostiles et se faisaient les complices d'un effort appuyé par les États-Unis pour redessiner la carte régionale et désarmer la résistance.

Ce n'était pas la première fois que le Hezbollah se représentait le Liban comme une arène de combat potentielle ; il s'agissait d'une réaction aux appels des leaders politiques, qui se sont intensifiés après l'assassinat de Hariri, à désarmer le mouvement.⁴ Mais, déçu par une solidarité sans conviction de la part du gouvernement et du mouvement du 14 Mars pendant les combats avec Israël et blessé par les critiques qui ont suivi, le Hezbollah a accentué ses attaques politiques. En somme, la guerre de 2006 a divisé le pays et le système politique en deux : la plupart des chiïtes, qui ont payé les pots cassés de l'attaque militaire d'Israël, y ont vu la justification des armes du Hezbollah comme un instrument de dissuasion face à une véritable menace ; la majeure partie des autres, face à l'ampleur des destructions, y ont vu la preuve que le danger principal venait de la témérité du Hezbollah. Le pays n'avait pas connu de divisions si profondes et marquées depuis la fin de la guerre civile en 1990.

Comme il sera décrit plus loin, la crise déclenchée par les efforts de l'opposition pour remplacer le gouvernement – par la désignation de ministres chiïtes (en soi, il s'agit déjà d'une position sectaire), par manifestations de masse et par un long sit-in qui a paralysé plusieurs quartiers de Beyrouth – reflète la détermination du Hezbollah à neutraliser un gouvernement considéré comme hostile. Comme Mahmoud Qumati, vice-président du Conseil politique du mouvement, a déclaré à Crisis Group, le mouvement souhaite « être en mesure, si besoin est, de sécuriser le processus décisionnel ».⁵ Mais le recours à la politique de la rue fut une proposition aussi risquée que contre-productive : elle devint rapidement une bataille confessionnelle. Malgré les efforts de la majeure partie du mouvement pour mettre en avant les enjeux politiques (comme la légitimité de la résistance, le rôle et les règles de l'engagement des forces des Nations unies au Sud du Liban,⁶ les tendances pro-occidentales du

gouvernement), les combats de rue ont rapidement pris une tonalité confessionnelle, opposant chiïtes et sunnites pendant que les partisans chrétiens de Samir Geagea, leader chrétien le plus charismatique de la coalition du 14 mars, s'opposaient à ceux du général chrétien Michel Aoun. Inévitablement, les questions politiques devinrent confessionnelles, un état d'esprit qui rappelait les moments les plus noirs qu'ait vécus le pays et la nature si bien ancrée d'une mentalité de guerre civile.

Parallèlement à une politique médiatique provocatrice sur ses chaînes de télévision et stations de radio,⁷ le Hezbollah a, dans l'ensemble, plutôt cherché à apaiser les tensions confessionnelles. Il a prôné une action politique étape par étape : des manifestations en décembre 2006, une grève générale en janvier 2007 et des actions de désobéissance civile en mars, espérant que le gouvernement serait tôt ou tard contraint de renoncer. Il a fait tout son possible pour conserver des liens avec les islamistes sunnites et inclure les sunnites dans ses rassemblements, organisant une prière commune aux sunnites et chiïtes le 8 décembre 2006. Le même mois, il rejetait la proposition de Michel Aoun et du chef politique pro-syrien Soliman Frangie qui, inspirés par le modèle ukrainien, souhaitent manifester devant le siège du gouvernement.⁸

Finalement, cependant, même une politique des rues particulièrement bien calibrée s'est révélée contre-

violence le long de la frontière israélo-libanaise. Elle fut particulièrement renforcée à la suite de la guerre de 2006, la résolution 1701 du Conseil de sécurité lui accordant 15 000 soldats supplémentaires. Elle en compte aujourd'hui 13 000.

⁷ Le Hezbollah n'est pas le seul parti responsable de ces encouragements. Les médias, alliés à l'une ou à l'autre des parties, modulent leur ton en fonction du climat politique dominant, évitant la provocation pendant les négociations ou après de durs combats.

⁸ Le Hezbollah affirme également avoir servi de médiateur dans plusieurs affrontements interconfessionnels. Dans la vallée de la Bekaa, à la suite d'un litige entre le village chiïte de Labwa et le village sunnite d'Ursal, il aurait en effet demandé à l'armée d'intervenir et tenté de résoudre le conflit pacifiquement. Entretien de Crisis Group avec un militant du Hezbollah, Bekaa, 15 avril 2007. De même, après le meurtre d'un jeune chiïte, Adnan Chamas, pendant les affrontements de janvier 2007, Nasrallah aurait personnellement demandé à la famille de ne pas chercher à se venger. Le parti s'est longuement entretenu avec la famille de la victime, a prié avec elle et lui a présenté des condoléances officielles de manière à prévenir toute escalade dangereuse, selon un membre du bureau politique du Hezbollah. Entretien de Crisis Group avec Ghalib Abu Zeinab, Beyrouth, 16 août 2007. Selon un cheikh chiïte, Nasrallah aurait, à la mi-2007, demandé aux religieux chiïtes comment modérer les tensions sectaires. Entretien de Crisis Group avec Yusuf Subayti, directeur d'un séminaire religieux dans le Sud Liban, Kafra, 27 avril 2007.

⁴ Voir le rapport de Crisis Group, *Managing the Gathering Storm*, op. cit., p. 18.

⁵ Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, Beyrouth, 11 octobre 2006.

⁶ La Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) y est présente depuis 1978 pour prévenir tout éclatement de

productive. Elle n'a ni renversé le gouvernement ni évité la dégradation sectaire. La grève du 23 janvier, couplée à un plan visant à paralyser d'importantes routes de transit, s'est rapidement transformée en combats armés à Beyrouth, Tripoli et dans d'autres villes. Deux jours plus tard, des émeutes ont éclaté entre chiïtes et sunnites près de l'université arabe. Même dans les quartiers chiïtes du sud de la capitale, bastion du Hezbollah, des bandes ont participé à des émeutes et à de violents affrontements.⁹

Ce choix comportait un véritable risque de finir en guerre civile.¹⁰ L'opposition était largement dominée par les chiïtes et ses actions (un sit-in dans le centre de Beyrouth, au cœur des efforts de reconstruction menés par Rafic Hariri ; le blocage du bureau du Premier ministre) furent vécus par les membres sunnites de la coalition du 14 mars comme l'attaque des symboles sunnites les plus forts. L'intrusion de l'opposition dans l'espace politique sunnite a ravivé les craintes d'ordre démographique et géographique d'une « invasion » chiïte.¹¹

En somme, l'escalade politique qui avait commencé a inexorablement pris une tournure sectaire. Le Hezbollah n'était plus maître d'un affrontement qu'il avait lui-même préparé mais qui endossait à lui seul un caractère confessionnel. Plus les combats s'enfonçaient dans le sectarisme, plus les accusations de la coalition du 14 mars selon lesquelles le Hezbollah, loin de représenter la résistance nationale, était devenu la couverture d'une milice chiïte ont trouvé de l'écho. Par peur d'un retour de flamme, le mouvement mit fin à sa grève générale¹² et le sit-in devant le bureau du Premier ministre se dispersa

progressivement ; le Hezbollah avait de facto renoncé à sa politique de rue et avait perdu l'initiative politique.¹³

Cependant, malgré ses tentatives de désamorcer les tensions, le Hezbollah fut pris dans un piège confessionnel. Pendant les émeutes du 25 janvier à l'université arabe, Nasrallah, étonnement, s'est senti obligé de lancer une *fatwa* appelant les chiïtes à rentrer chez eux, c'est-à-dire un édit religieux adressé à ses frères religieux plutôt qu'une directive politique adressée aux membres du parti. Un membre du bureau politique du Hezbollah l'a expliqué en ces termes :

Ce qui s'est passé était plus fort que le Hezbollah. Tous les chiïtes, membres du Hezbollah, d'Amal ou n'appartenant à aucun parti, sont descendus dans la rue. Un simple ordre suffit lorsque vous vous adressez aux membres de votre parti. Mais ce n'est pas le cas lorsque vous vous adressez à l'ensemble des chiïtes. C'est pourquoi nous avons dû nous adresser aux chiïtes et pas seulement aux membres de notre mouvement. C'est pourquoi nous avons lancé une *fatwa*.¹⁴

B. LE SOUTIEN CHIÏTE AU HEZBOLLAH

À la fin de la guerre, les opposants libanais et étrangers au Hezbollah espéraient créer un nouveau mouvement chiïte,¹⁵ ce qui s'est rapidement révélé être une illusion. À presque tous les niveaux de la société chiïte, le soutien au Hezbollah s'est renforcé, résultat des efforts de longue haleine du mouvement pour consolider sa domination sur la communauté et d'un environnement d'après-guerre caractérisé par de nombreux clivages. Pour Timor Goksel, ancien porte-parole de la FINUL, « aujourd'hui, le Hezbollah assume simplement la fonction de défenseur de la communauté. Il répond à une crainte très répandue chez les chiïtes selon laquelle ils sont plus visés que jamais ».¹⁶

1. La nécessaire sécurité des chiïtes

Obstacle important aux efforts pour désarmer le Hezbollah, la possession même d'armes, pas seulement le parti qui les détient ou l'idéologie qui les justifie, bénéficie d'un certain soutien chez les chiïtes libanais. En soutenant le

⁹ Entretiens de Crisis Group avec des résidents des quartiers sud de Beyrouth janvier 2007.

¹⁰ En référence au point culminant de la crise, un observateur politique libanais a commenté : « Nous étions tout près de la guerre totale ». Entretien de Crisis Group, Washington, septembre 2007.

¹¹ Cela semble être sous-entendu dans la déclaration du 23 janvier 2007 de Mohammed Rachid Kabbani, mufti sunnite, qui critiquait l'« anarchie » de l'opposition qui nuit à la « dignité » de Beyrouth. « Nous ne laisserons pas porter atteinte à la gloire de Beyrouth » a-t-il déclaré sur www.darfatwa.gov.lb. Walid Joumblatt, chef de la communauté druze au sein de la coalition du 14 mars, a également évoqué un effort de la part du Hezbollah d'acquiescer des terres avec l'aide de l'Iran afin de consolider son contrôle sur le territoire et d'apporter une « unité géographique et territoriale à l'État du Hezbollah », déclarant que « chaque village ou terre chiïte était devenu un bastion militaire », *L'Orient-Jour*, janvier 2007. Ceci dit, Joumblatt a joué un rôle essentiel de modération fin avril lorsque deux de ses partisans ont été enlevés et tués, *Daily Star*, 27 avril 2007.

¹² Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, Beyrouth, 3 février 2007.

¹³ Entretien de Crisis Group avec Ali Fayyad, directeur du Centre de consultation pour les études et la documentation, groupe de réflexion affilié au Hezbollah, Beyrouth, 23 mars 2007.

¹⁴ Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, 3 février 2007.

¹⁵ Entretiens de Crisis Group Beyrouth, Washington, septembre-décembre 2006.

¹⁶ Entretien de Crisis Group avec Timor Goksel, Beyrouth, 16 avril 2007.

Hezbollah, les chiïtes soutiennent un mouvement qui fait de la résistance militaire une priorité sur la représentation politique.¹⁷ Compte tenu de leur sentiment d'être victimes de discriminations économiques et politiques,¹⁸ cela peut paraître illogique. Certains ont tenté d'expliquer l'attractivité d'une organisation violente agissant en marge du système officiel par une supposée culture politique chiïte, méfiante à l'égard de l'État et fascinée par le mythe du martyr.¹⁹ En réalité, le Hezbollah a trouvé un écho chez les chiïtes en rapprochant le concept de résistance à leur besoin d'acquiescer du pouvoir et les a convaincus que la première était le meilleur moyen d'atteindre le second.

Historiquement, les chiïtes libanais ont toujours été socialement et politiquement marginalisés. Dès l'ère mamelouke, du XII^{ème} au XVI^{ème} siècle, ils furent enfermés dans la région libanaise (le sud du pays et le nord de la vallée de la Bekaa), négligés par les autorités centrales mameloukes puis ottomanes et dirigés par de grandes familles féodales. Le Pacte national de 1943, qui établit un État indépendant, reflétait un marché entre les deux communautés dominantes, les maronites et les sunnites.²⁰ Ce sens de l'exclusion à plusieurs niveaux explique l'attraction des chiïtes pour les partis radicaux, en particulier le parti communiste et le parti baasiste.²¹

Dans les années soixante, un courant plus confessionnel connut un certain succès. Il fut créé par Moussa Sadr, clerc chiïte qui défia le pouvoir des familles traditionnelles et symbolisa le regain de confiance de la communauté chiïte. Sadr joua un rôle décisif dans le réveil politique de la communauté chiïte, dont il fit un groupe véritablement

visible en cherchant à améliorer le sort de ses membres. Il fonda le Conseil suprême islamique chiïte en 1967, offrant ainsi à la communauté ses premières structures religieuses autonomes et en adoptant une position politique active et réformatrice qui tranchait avec les pratiques des clercs traditionnels et l'élite terrienne.²² L'objectif était de « rattraper les autres communautés libanaises. Par exemple, nous ne voulions pas que les maronites monopolisent l'instruction. Nous ne voulions plus que quiconque nous regarde comme une bande d'incultes ». ²³ Dans la même veine, Sadr créa au début des années soixante-dix une organisation politique, le Mouvement des dépossédés (*Harakat al-Mahrumin*).

Sadr jeta également les bases d'une future milice, connue plus tard sous le nom d'Amal, pour prendre le relais des groupes séculaires armés nationalistes palestiniens en lutte contre Israël. Le cheikh Hassan Jounié, ancien responsable des affaires culturelles au sud du pays au sein d'Amal, précisa qu'à ce moment-là « le mouvement chiïte est sorti de son sentiment d'exclusion et de marginalisation. Il s'agissait d'un mouvement de déshérités, fortement empreint d'idéologie islamique. L'imam Moussa Sadr offrit aux chiïtes leur premier mouvement fondé sur la religion. Avant cela, nous avions nos cadavres et nos martyrs mais aucun d'entre nous ne savait pourquoi il se battait ». ²⁴ Le nouveau départ des chiïtes fut propulsé par la révolution iranienne de 1979 qui, un an après le mystérieux décès de Sadr lors d'une visite en Libye, donna à Amal l'impulsion dont il avait besoin pour créer un autre groupe armé finalement plus efficace, le Hezbollah.²⁵

En effet, la marginalisation socio-économique et politique des chiïtes n'était qu'un aspect de leur condition, surtout depuis que le sud du Liban s'était engagé dans le conflit israélo-arabe et en était devenu l'une des principales

¹⁷ Voir discussion ci-dessous.

¹⁸ Pour certains analystes, la vision des chiïtes comme ayant systématiquement été discriminés est exagérée. Ils soulignent que les dépenses publiques dans le Sud en majorité chiïte ont excédé celles du Nord du pays (notamment dans la région majoritairement sunnite d'Akkar). Échanges de courriers électroniques entre Crisis Group et un analyste libanais, octobre 2007.

¹⁹ Les forces du 14 mars ont semblé enclines à exploiter ces stéréotypes lors de leur campagne basée sur le slogan « J'aime la vie », établissant un contraste implicite entre leur culture et la prétendue culture de la mort et du martyr de leurs opposants.

²⁰ Voir Joseph Alagha, *The Shifts in Hizbullah's Ideology, Political Ideology and Political Program* (Amsterdam, 2006), p. 20 ; Augustus Richard Norton, 2007), p11-14. Cela dit, même si les signataires étaient un chrétien et un sunnite, le poste de président du Parlement a été attribué à un chiïte et dix-neuf députés faisaient partie de la communauté chiïte (pour vingt sunnites, six druzes et 54 chrétiens de diverses confessions).

²¹ « Notamment les organisations communistes et le [parti social nationaliste syrien], les partis qui condamnaient toute forme de discrimination sur une base tribale, religieuse ou ethnique jouissaient automatiquement d'une attractivité implicite », Norton, *Hizbollah*, op.cit., p. 15.

²² « L'Imam Moussa Sadr modifia le rôle du clerc avec une forte idéologie réformatrice. Avant lui, un homme de religion était simplement un homme qui remplissait ses devoirs religieux tels que l'organisation des prières et du pèlerinage », entretien de le jour Group avec le cheikh Hassan Jounié, ancien responsable des affaires culturelles au Sud du pays au sein d'Amal, Roumine, 14 avril 2007.

²³ Entretien de Crisis Group avec Akram Tleiss, ancien conseiller politique du Hezbollah et ancien représentant d'Amal dans la Bekaa, Beyrouth, 4 mai 2007. Après la guerre de 2006, Nasrallah utilisa ce thème, en indiquant que « nous ne laisserons personne revenir au temps où nous cirions leurs chaussures », entretien sur New TV, 27 août 2006.

²⁴ Entretien de Crisis Group avec le cheikh Hassan Jounié, Roumine, 14 avril 2007.

²⁵ L'Iran révolutionnaire participa à la professionnalisation de la fonction cléricale chiïte en permettant aux chefs religieux de recevoir une indemnité mensuelle, tout en payant également les militants armés. Entretien de Crisis Group avec Hassan Abbas Nasrallah, historien (sans lien de parenté avec le chef du Hezbollah), Baalbek, 4 avril 2007.

victimes, la communauté se sentait menacée militairement et sans capacité de défense, prise entre les raids israéliens, dont le nombre a progressivement augmenté depuis 1968,²⁶ et les excès des groupes armés palestiniens. Cette situation empira après le massacre des groupes palestiniens du septembre noir de 1970 en Jordanie, à l'issue duquel les militants se réinstallèrent au Sud-Liban avec le soutien des partis nationalistes arabes de gauche.

L'établissement ce que l'on appelait le *Fatah land*, un État palestinien dans l'État, présenta d'innombrables problèmes pour la population locale du sud. Les militants palestiniens (mais aussi les militants des partis nationalistes de gauche) se comportaient comme des suzerains, refusant de payer la note au restaurant, pillant les magasins et confisquant les voitures.²⁷ Tout cela accentua les rancœurs chiïtes et favorisa la collaboration avec Israël.

Un ancien dirigeant des *mourabitoun*, une milice nassériste, explique que « chaque village du sud a vu des habitants changer de camp et rejoindre l'ennemi ».²⁸ D'autres personnes consultées par Crisis Group se souviennent de villageois chiïtes qui remerciaient les soldats israéliens envahisseurs en 1982 en leur offrant du riz.²⁹ Toutefois, cette situation connut rapidement un effet boomerang : l'occupation israélienne continue et les opérations militaires dans le sud du pays déclenchèrent une colère que le Hezbollah sut exploiter mieux que quiconque.

Il est impossible de comprendre la popularité et le solide pouvoir du Hezbollah sans garder à l'esprit le processus de victimisation de tous les chiïtes face aux partis plus puissants ainsi que l'échec retentissant de l'État à les protéger. Ainsi, même si le sentiment des chiïtes d'être économiquement et politiquement marginalisés s'est considérablement atténué au cours des trois dernières décennies,³⁰ le sentiment d'être

menacés et pris pour cibles (que ce soit par Israël, les États-Unis, les Nations unies ou un quelconque groupe confessionnel au Liban) ne les a jamais quittés. Un religieux chiïte du Sud explique que « grâce au Hezbollah, nous sommes enfin en paix : nous nous sommes débarrassés des partis, des Palestiniens et des Israéliens ».³¹ Abou Ali, chiïte laïc, ancien membre d'un parti de résistance nationaliste et profondément opposé à la vision du monde du Hezbollah, a pourtant déclaré que « la différence entre la résistance des partis nationalistes et palestiniens d'une part et du Hezbollah d'autre part est comme le jour et la nuit. Le Hezbollah est pur et noble »³² contrairement à la résistance « ostentatoire »³³ des Palestiniens qui ont pillé le Sud.

Abou Ali n'est pas seul. Au sein de la communauté, on trouve des chiïtes qui n'appartiennent pas au Hezbollah au sens organisationnel et qui parfois n'apprécient pas son esprit religieux mais considèrent néanmoins qu'ils en font partie. Les habitants du Sud parlent de la « communauté du Hezbollah » (*ummat hizbullah*), de « société de résistance » (*mujtama' muqawim*)³⁴ ou de « peuple de la résistance »³⁵ pour décrire le large éventail des sympathisants non affiliés au mouvement. Ils ont tendance à penser que tenter d'affaiblir le Hezbollah revient, en l'état actuel des choses, à tenter d'affaiblir les chiïtes. Selon un cheikh n'appartenant pas au mouvement, « le Hezbollah est plus qu'un parti. C'est l'environnement dans lequel nous vivons ».³⁶

Fortement opposés aux invasions et incursions israéliennes et dégoûtés de l'attitude des Palestiniens, les chiïtes ont trouvé les réponses qu'ils attendaient au sein d'Amal et, à plus forte raison, au sein du Hezbollah. « Auparavant, les chiïtes se sentaient socialement marginalisés. Aujourd'hui ils sont politiquement visés ».³⁷ En ce sens, être chiïte au Liban de nos jours ne revient pas tant à

²⁶ Selon des sources officielles libanaises, entre 1949 et 1964, Israël a conduit environ 140 opérations militaires au Liban ; ce chiffre a atteint les 3000 entre 1968 et 1974. Mahmoud Soueid, *Le Liban Sud face à Israël, 50 ans de résistance et de résilience* (Beyrouth, 1998), pp. 5, 8.

²⁷ Entretien de Crisis Group avec des villageois, des pêcheurs, des employés et des clercs de la région de Saïda, avril 2007.

²⁸ Entretien de Crisis Group avec Abou Ali, Beyrouth, 28 avril 2006. Ali affirme, sans toutefois apporter de preuves, que certains des abus ont été commis par des militants palestiniens pour le compte du renseignement israélien afin de créer des tensions avec la population locale.

²⁹ Entretien de Crisis Group avec un groupe de villageois, Roumine, 19 avril 2007.

³⁰ Cela vaut en particulier pour le Sud-Liban, où les conditions de vie se sont améliorées, notamment après le retrait israélien en 2000 et l'afflux d'investissements de la part de la diaspora chiïte qui s'en est suivi. La notion de communauté démunie (*mahrumin*) ne trouve plus la même résonance dans la région. Aujourd'hui, les chiïtes se disent plutôt « pris pour cible »

(*mustahdafini*). Ce n'est pas le cas dans la Bekaa, bien que la pauvreté ne semble pas liée à l'appartenance religieuse. La marginalisation économique touche l'ensemble de la région. C'est pourquoi un militant du Hezbollah de la Bekaa décrit un « peuple pauvre et en colère » en référence à la population de la Bekaa et pas seulement les chiïtes. Entretien de Crisis Group, Bekaa, 3 avril 2007.

³¹ Entretien de Crisis Group avec un cheikh chiïte, région de Saïda, 21 avril 2007.

³² Entretien de Crisis Group avec Abou Ali, ancien chef militaire de la milice *mourabitoun*, Beyrouth, 28 avril 2007.

³³ Entretiens de le jour Group avec un groupe de villageois, Ghaziya, 20 avril 2007 ; avec le responsable du syndicat des pêcheurs, Sarafand, Sud-Liban, 17 avril 2007.

³⁴ Entretien de Crisis Group avec Nabil Qaouq, représentant du Hezbollah au Sud-Liban, Tyr, 17 octobre 2006.

³⁵ Discours d'Hassan Nasrallah, Al-Manar, 14 août 2007.

³⁶ Entretien de Crisis Group avec Yusuf Subayti, Kafra, 27 avril 2007.

³⁷ Entretien de Crisis Group avec Akram Tleiss, Beyrouth, 3 mai 2007.

être socialement démunis que politiquement et militairement pris pour cible. Par conséquent, et malgré l'insistance de la communauté à conserver ses postes dans le secteur public, il est devenu en un sens plus important pour les chiites d'être protégés que représentés. C'est en grande partie ce qui explique qu'ils cautionnent l'arsenal du Hezbollah.

2. La guerre

Dans le Sud du Liban comme dans la Bekaa, le soutien du mouvement venant des deux principales régions chiites en dehors de Dahiya (banlieue sud de Beyrouth et bastion chiite que les médias du Hezbollah qualifient de « capitale de la résistance »), semble s'être renforcé depuis la guerre de juillet 2006. Si les statistiques sont rares et souvent peu fiables, les explications des membres du Hezbollah comme des autres concordent : un imam d'un village du Sud s'est montré surpris de la volonté d'anciens critiques à l'égard du parti d'apporter leur soutien au mouvement ;³⁸ un nombre croissant de jeunes chiites se porteraient volontaires pour en rejoindre les rangs,³⁹ demandant la plupart du temps à être placés en première ligne ;⁴⁰ d'anciens militants de gauche déclarent aujourd'hui que « seul le Hezbollah peut [les] protéger » ;⁴¹ les chefs tribaux de la Bekaa, traditionnellement opposés au Hezbollah, annoncent qu'ils sont prêts à « tout pardonner parce que le mouvement a restauré l'honneur de 200 millions d'Arabes ».⁴²

Pour nombre d'entre eux, la guerre ne visait pas tant le Liban que les chiites. Certains religieux vont jusqu'à affirmer que l'objectif était de « nettoyer » le Sud des chiites, les forçant à partir en Syrie ou au-delà.⁴³ Le Hezbollah s'est servi de cette vision, affirmant qu'« éradiquer les armes de la résistance revient à éradiquer les chiites et éradiquer les chiites revient à éradiquer le

Liban ».⁴⁴ Un ancien conseiller du Hezbollah explique que « la décision de partir en guerre [contre les chiites du Liban] a déjà été prise. La question essentielle n'est pas de savoir si elle commencera mais quand ».⁴⁵ Le sentiment d'avoir été abandonnés par les sunnites et l'expérience d'un conflit à caractère confessionnel de plus en plus grave ont été des facteurs importants dans le choix de nombreux chiites de rallier leur défenseur le plus puissant. Les médias du Hezbollah ont joué un rôle crucial de ce point de vue, en insistant sur la menace à laquelle le parti devait faire face après l'alliance formée entre les forces pro-gouvernementales et ses ennemis étrangers (Israël et les États-Unis).

Les chiites font également la comparaison entre les efforts peu convaincants de l'État pour reconstruire des communautés gravement touchées par la guerre et le relatif succès du Hezbollah.⁴⁶ Plutôt que de blâmer

³⁸ Entretien de Crisis Group Saad Allal Khalil, Qulaili, Sud-Liban, 27 avril 2007. Les fonds sont généralement versés à une institution dirigée par le Hezbollah, le « Fonds de soutien à la résistance ».

³⁹ Entretien de Crisis Group avec l'ancien maire de Baalbek Mohamed al-Jamal, Baalbek, 13 avril 2007.

⁴⁰ Entretien de Crisis Group Nawaf Moussaoui, responsable des relations extérieures du Hezbollah, Beyrouth, 18 août 2006.

⁴¹ Entretien de Crisis Group avec Khalil Arzouni, intellectuel de gauche, Shuhour, Sud-Liban, 23 avril 2007.

⁴² Entretien de Crisis Group avec un notable d'un village de la vallée de la Bekaa, 14 avril 2007. Il a perdu les élections contre le Hezbollah lors du dernier scrutin municipal et reste très critique à l'égard de la gestion qu'a le mouvement des affaires de la ville. Depuis la guerre, néanmoins, il a versé des fonds au Hezbollah.

⁴³ Entretien de Crisis Group avec cheikh Saad Allal Khalil, Qulaili, Liban, 27 avril 2007.

⁴⁴ Entretien de Crisis Group avec cheikh Adib Haydar, chef politique et représentant légal (*wakil shar'i*) du Guide suprême iranien Khamenei et de l'ayatollah d'Irak al-Sistani, Budnail, 13 avril 2007. Khalil Khalil, ancien ambassadeur en Iran et membre du Parlement, venant d'une famille traditionnelle (chiite) de propriétaires terriens explique que le « Hezbollah exacerbe le sentiment de menace en attisant la peur d'une conspiration anti-chiite ». Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 14 mai 2007. Walid Charara, analyste politique proche du Hezbollah, lui répond : « Il ne s'agit pas d'affabulations chiites mais de véritables craintes provoquées par une analyse lucide de la politique américaine ». Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 29 mai 2007. Hassan Nasrallah a répondu à ceux qui critiquaient les armes du Hezbollah : « Ceux qui ont besoin d'être rassurés sont le peuple de la résistance, parce qu'ils sont pris pour cible et menacés de mort, d'exil et de destruction », Al-Manar, 14 août 2007.

⁴⁵ Entretien de Crisis Group, avec Akram Tleiss, Beyrouth, 3 mai 2007.

⁴⁶ Ibrahim Shahrour, directeur de la division de planification et de programmation du Conseil de développement et de reconstruction (institution gouvernementale responsable de la reconstruction), a reconnu que le gouvernement n'était pas préparé à cette tâche ; entretien de Crisis Group, Beyrouth, 13 octobre 2007. Au contraire, le Hezbollah s'est rapidement engagé dans un travail de reconstruction. Selon un représentant de Jihad al-Bina (agence du Hezbollah responsable de la reconstruction), ses ingénieurs évaluaient déjà les dégâts avant la fin de la guerre ; entretien de Crisis Group, Bilal Naim, Beyrouth, 13 octobre 2006. Certains rapports indiquent que le Hezbollah a rapidement apporté des fonds aux personnes déplacées, leur offrant de quoi se loger pendant un an. Voir *The Independent* du 24 août 2006. Même un certain nombre d'intellectuels chiites opposés au Hezbollah reconnaissent avoir reçu une aide financière (12 000 dollars pour les résidents de la périphérie de Beyrouth, 10 000 dollars pour les habitants du Sud) ; entretiens de Crisis Group avec des journalistes chiites, septembre 2006 et septembre 2007. L'ironie est que, sous la pression des groupes politiques chiites, le gouvernement libanais a soutenu le Hezbollah et ses alliés en

l'incompétence du gouvernement, beaucoup suspectent une discrimination volontaire à l'encontre des chiites et une tentative de nourrir leur colère contre le mouvement, qui serait responsable de leur situation.⁴⁷

La guerre a également modifié les relations que le mouvement entretenait avec les intellectuels chiites. Selon l'historien Hassan Abbas Nasrallah, « avant la guerre, les intellectuels chiites étaient très divisés et seul un petit nombre d'entre eux soutenaient le Hezbollah. La guerre a tout changé ».⁴⁸ Un cheikh anciennement responsable de la Fondation pour les martyrs de la Vallée de la Bekaa⁴⁹ commente : « Aujourd'hui, les chiites ne font plus qu'un avec le Hezbollah ».⁵⁰ De même, Mohamed Ali Hajj, un cheikh indépendant proche de Sayyed Mohamed Hussein Fadlallah,⁵¹ explique que

faisant passer l'aide par le « Conseil du Sud », organisation dominée par le parti Amal chargée de l'évaluation des compensations pour les habitations endommagées, accusée de favoritisme à l'égard des sympathisants d'Amal et du Hezbollah. En d'autres termes, les pratiques clientélistes du Hezbollah et d'Amal ont en partie été financées par des fonds étatiques ; entretien de Crisis Group avec Riyad al-Assad, homme d'affaires indépendant et homme politique chiite à la tête de l'une des plus grandes entreprises de construction du Sud, Beyrouth, 15 mai 2007. Dans d'autres cas, les pays donateurs ont choisi où ils souhaitaient que l'argent soit dépensé, limitant ainsi le rôle de l'État et sa capacité à mettre en œuvre un effort de reconstruction cohérent ; entretien de Crisis Group avec Ibrahim Shahrour, Beyrouth, 13 octobre 2006.

⁴⁷ Entretiens de Crisis Group avec des entrepreneurs chiites et des dirigeants de Jihad al-Bina, Beyrouth, octobre-mai 2007 et avec Ali al-Amin, journaliste, Beyrouth, 27 février 2007.

⁴⁸ Entretien de Crisis Group avec Hassan Abbas Nasrallah, Baalbek, 4 avril 2007.

⁴⁹ La fondation apporte un soutien financier aux familles des « martyrs » et organise des événements commémoratifs.

⁵⁰ Entretien de Crisis Group avec Shawqi Kanaan, ancien responsable de l'Institution des martyrs de la Bekaa, al-Alâq, 10 avril 2007.

⁵¹ L'un des co-fondateurs du parti irakien Dawa, créé dans les années soixante, il s'était taillé la réputation de chef spirituel du Hezbollah (*al-murshid*) jusqu'en 1992-1993. Depuis lors, les relations se sont détériorées et Fadlallah s'est opposé au niveau théologique aussi bien que politique. Il s'est opposé à l'adoption du concept de *Wilayat al-Faqih* (gouvernement du docte) par le Hezbollah et a critiqué la défense de la religion comme moyen d'orienter le vote des chiites. Voir Joseph Alagha, op. cit, p. 62. Il a également critiqué la relation étroite que le Hezbollah entretient avec l'Iran, notamment avec le Guide suprême Ali Khamenei, considéré par le mouvement comme son *marjaa taqlid*. Le prix à payer pour ses critiques a été lourd : le Hezbollah et l'Iran l'ont en effet durement accablé et mis sous pression ; entretien de Crisis Group avec cheikh Khanjar Hamiyya, directeur de la station radio *al-Bashair*, Kfar Ata, 26 avril 2007. Pour en savoir plus sur les relations de Fadlallah avec le Hezbollah, voir le rapport Moyen-Orient n°7 de Crisis

« les chiites de nos jours voient la force du Hezbollah comme leur propre force et ils voient sa faiblesse comme leur propre faiblesse. Même ceux qui affirment qu'ils sont indépendants voteront pour le Hezbollah par réflexe confessionnel ».⁵²

La solidarité n'est souvent que de circonstance et très loin de l'adhésion aveugle. Le Hezbollah est généralement l'objet de critiques, peut-être plus acerbes depuis qu'il s'est engagé dans l'aide à la reconstruction. On l'accuse régulièrement, parfois avec véhémence, de favoritisme, d'inefficacité ou d'incapacité à prendre soin des civils touchés par le conflit.⁵³ En particulier dans les régions les plus pauvres de la Bekaa, les méthodes du Hezbollah reflètent typiquement les pratiques partisans et clientélistes pour lesquelles le mouvement condamne les autres.⁵⁴ Beaucoup ont conscience du fait que, bien que la motivation politique continue à être un facteur important de l'adhésion, certains militants rejoignent l'organisation pour des raisons plus prosaïques, telles un salaire, une formation technique, etc.⁵⁵ Un important clerc chiite explique que « pour l'heure, les gens sont si terrifiés qu'ils ne s'expriment pas. Qui sait ce qu'il en sera demain ? »⁵⁶.

Mais tout porte à croire qu'aucune autre mouvance politique chiite ne prendra le relais d'ici un certain temps. Le mouvement du 14 mars a offert un espace

Group, *Hizbollah: Rebel Without a Cause?*, 30 juillet 2003, p. 12-14.

⁵² Entretien de Crisis Group avec le cheikh Mohamed Ali Hajj, Beyrouth, 2 août 2007.

⁵³ Entretiens de Crisis Group, Sud Liban, avril-mai 2007. Le Hezbollah a été critiqué pour son favoritisme à l'égard de certaines entreprises de reconstruction à partir de critères politiques/clientélistes et, avec Amal, pour exercer un monopole de facto. Riyad al-Assad, importante personnalité dans le Sud du pays, affirme que le Hezbollah a systématiquement refusé à son entreprise la possibilité de travailler en raison d'un veto du chef du parti Amal, Nabih Berri ; entretien de Crisis Group avec Riyad al-Assad, Beyrouth, 15 mai 2007. Ceci dit, certains chrétiens ont fait l'éloge des politiques de compensation équitables du Hezbollah ; entretiens de Crisis Group, vallée de la Bekaa, mai 2007. Voir aussi *Libération* du 19 septembre 2006.

⁵⁴ Cela vaut en particulier pour la ville appauvrie de Bekaa, où le Hezbollah, avec d'autres partis mais à une tout autre échelle, verse un salaire à ses membres. Entretien de Crisis Group avec Hassan Abbas Nasrallah, Baalbek, 4 avril 2007.

⁵⁵ Plusieurs membres ont indiqué à Crisis Group qu'ils avaient adhéré au Hezbollah pour nourrir leur famille. D'autres ont expliqué leur souhait de finir leur formation militaire et d'acquérir des compétences qu'ils mettraient ensuite en œuvre en tant que civils (par exemple en construction ou en charpenterie). Entretiens de Crisis Group avec des combattants réservistes du Hezbollah, Sud-Liban, mai 2007.

⁵⁶ Entretien de Crisis Group avec un cheikh chiite indépendant, Sud-Liban, 27 avril 2007.

aux forces critiques (notamment le Courant chiite libre dirigé par Mohamed Hajj Hassan, Mohamed Ali al-Husseini, Hani Fahs, et l'ancien secrétaire général du Hezbollah, Sobhi Toufayli). D'autres voix influentes sur le terrain ont également critiqué le Hezbollah (le mufti de Tyr Ali al-Amin, des membres de familles auparavant puissantes, tels Khalil Khalil et Ahmad al Assad ; de même que des nouveaux venus en politique, tel Esam Abu Derwish, homme d'affaires qui a créé un efficace réseau d'aide humanitaire dans le Sud). Jusqu'ici, cependant, ils ne constituent pas encore de force cohérente ; ils représentent surtout des personnalités individuelles et divisées dotées d'un soutien limité de la part de la base de la communauté chiite.

3. Le ralliement des autres forces chiïtes

Le sentiment d'éclatement sectaire et d'isolement communautaire a également (au moins de façon temporaire) fait taire les divisions au sein des groupes chiïtes qui voient aujourd'hui en le Hezbollah la seule force capable de les défendre. La tendance qu'a prise Sayyed Mohamed Hussein Fadlallah en est l'illustration la plus pertinente. Après de années de tensions, les relations de Fadlallah avec le Hezbollah comme avec l'Iran se sont améliorées. Un spécialiste du Hezbollah explique qu'« auparavant, Fadlallah démarrait chaque réunion en attaquant le Hezbollah, affirmant qu'il était le *marjaa'* des Arabes par opposition au *marjaa'* des Perses. Tout cela a bien changé. Le facteur décisif, davantage que la résolution 1559 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui selon lui n'aurait jamais été mise en œuvre, a été le décès de Rafic Hariri », qui a accentué la séparation confessionnelle.⁵⁷ Pour cheikh Khanjar, directeur de la station de radio de Fadlallah, *al-Bashair*, même si des désaccords idéologiques et théologiques persistent,

« D'autres priorités ont émergé et elles nous ont réunis. Je veux parler de fortes tensions confessionnelles, de l'adoption de la résolution 1559 du Conseil de sécurité et à la guerre de juillet 2006. La question est : pourquoi les Américains s'intéressent-ils soudain autant à notre petit pays ? La réponse est claire : nous comprenons que les États-Unis veulent mettre fin non seulement à l'existence du Hezbollah mais aussi à la résistance. Certes, nous sommes en désaccord avec le Hezbollah d'un point de vue idéologique mais pas sur le principe de la résistance. Dans le contexte actuel, Mohamed Hussein Fadlallah considère que la priorité est de préserver la résistance. Bien sûr, si les menaces et les craintes venaient à

disparaître, les différences entre les deux courants chiïtes reviendraient au premier plan. »⁵⁸

En échange, depuis le début de la guerre, le Hezbollah a davantage diffusé les sermons du vendredi de Fadlallah sur sa propre chaîne de télévision, al-Manar.

Une dynamique similaire, nourrie par la crainte d'un ennemi commun, caractérise les relations entre le Hezbollah et l'autre grand parti chiïte, Amal. La guerre ouverte qui les avait opposés entre 1988 et 1990 fut suivie de la paix froide des années quatre-vingt-dix. Sous la pression syrienne et iranienne, les organisations rivales ont trouvé un fragile *modus vivendi* marqué par de difficiles campagnes électorales, notamment lors des élections municipales de 2004.⁵⁹ Aujourd'hui, elles apparaissent « plus organisées que jamais »,⁶⁰ comme le montrent les fréquentes rencontres entre leurs dirigeants, la présentation d'une liste commune aux élections parlementaires de 2005, le rôle joué par Nabih Berri, du parti Amal, pendant le combat contre Israël en 2006 (lorsque, contrairement aux stratégies précédemment employées, il servit de moyen de communication entre le Hezbollah et le gouvernement), leur position commune durant la lutte sans merci qui s'en est suivie avec les forces du 14 mars et, plus récemment, la présentation d'une liste commune aux élections des syndicats de l'industrie en avril 2007.⁶¹

Les relations du Hezbollah avec le clergé chiite et les séminaires religieux (*hawzat*) plus traditionnels ont toujours été ambivalentes, malgré, encore une fois, l'apaisement des tensions. Un cheikh chiite pro-Hezbollah venant du Sud se souvient qu'à la naissance du Hezbollah, les clercs voyaient d'un mauvais œil ses militants se rendre dans les villages chiïtes, craignant leur visée révolutionnaire, parfois jusqu'à interdire aux jeunes d'y adhérer.⁶² Le directeur d'un séminaire religieux au Sud du Liban explique que « les clercs ont toujours peur que l'Islam soit récupéré

⁵⁸ Entretien de Crisis Group avec cheikh Khanjar Hamiyya, directeur de la station radio al-Bashair, Kfar Ata, 26 avril 2007.

⁵⁹ La guerre, qui a duré deux ans, avait pour but d'asseoir la domination sur la communauté chiïte. Elle a commencé en 1988 dans la région d'Harouf, près de Nabatiyeh, pour s'étendre progressivement à Beyrouth et Baalbek. Elle a pris fin en 1990 sous une forte pression syrienne et iranienne.

⁶⁰ Entretien de Crisis Group avec cheikh Hassan Jounié, ancien responsable des affaires culturelles au Sud du pays au sein d'Amal, Rumine, 14 avril 2007.

⁶¹ Selon Sobhi Toufayli, ancien secrétaire général du Hezbollah, le rapprochement a commencé après les élections de 2005 quand les forces du 14 mars ont proposé à Nasrallah de remplacer le chef d'Amal, Nabih Berri, au poste de président du Parlement, ce que le chef du Hezbollah a refusé. « Les forces du 14 mars ont le don d'unir les autres contre elles » ; entretien de Crisis Group avec Sobhi Toufayli, Baalbek, 5 avril 2007.

⁶² Entretien de Crisis Group avec Saad Allal Khalil, Qulaili, Sud-Liban, 27 avril 2007.

⁵⁷ Entretien de Crisis Group Ali al-Amin, journaliste et spécialiste du Hezbollah, Beyrouth, 12 juin 2007.

par une organisation politique dont les objectifs ne sont pas purement religieux. Le Hezbollah représente un courant spécifique, alors qu'il aspire à représenter l'ensemble de la communauté musulmane ». ⁶³ La décision du Hezbollah, au début des années quatre-vingt-dix, d'entrer en politique n'a fait qu'alimenter les craintes concernant le mélange politique-religion. Un cheikh indique que « si la religion est au service de la politique, elle finira tôt ou tard par être corrompue par la politique ». ⁶⁴ Aujourd'hui, affirme Yusuf Subayti, qui a perdu un frère dans un combat contre Israël, « nous [les cheikhs indépendants] ne nous mettons pas en travers de la route du Hezbollah, malgré nos désaccords, et celui-ci demande à ce que nous ne nous opposions pas à lui. Notre adversaire commun est Israël, qui veut éliminer tous les musulmans ». ⁶⁵

Certes, les allégeances familiales et tribales persistent, en particulier au niveau local. ⁶⁶ Cela vaut aussi pour les membres du Hezbollah : « Quelle que soit leur activité, les militants et hommes politiques du Hezbollah restent des fils, ils appartiennent à des familles ». ⁶⁷ Aussi le Hezbollah a-t-il mis en œuvre différents moyens pour réduire cette influence concurrente. Lorsque ce fut possible, il fit cause commune avec Amal, comprimant ainsi l'espace politique et laissant peu de place à une éventuelle troisième voie – un parti politique, une famille

ou une tribu. ⁶⁸ Le Hezbollah recrute également en masse parmi les jeunes chiites, notamment membres de grandes familles, pour les propulser dans les affaires politiques locales afin d'amoindrir progressivement l'influence des réseaux (*asabiyat*) familiaux, tribaux ou régionaux. Enfin, le Hezbollah a prêté grand soin des chefs politiques locaux, en les soutenant et en leur offrant une place importante lors des cérémonies officielles et sur les listes électorales. ⁶⁹

En surface, cette stratégie semble fonctionner. Elle a renforcé le rôle local du mouvement en cooptant ou neutralisant les familles et tribus les plus puissantes ainsi que les membres du clergé indépendant. Ses relations avec Amal et le mouvement de Fadlallah s'en sont trouvées améliorées. De plus, ces deux dernières années, les évolutions politiques successives – exacerbation du fossé confessionnel, résolution 1559, retrait de l'armée syrienne, guerre et efforts inefficaces de l'État en matière de reconstruction – ont renforcé son statut de seul et unique protecteur de la communauté chiite. Mais cette réussite a un prix.

C. LES RELATIONS AVEC LES AUTRES GROUPES

Depuis sa deuxième conférence générale en mai 1991, le Hezbollah adopté une politique (appelée *infithah*) d'ouverture aux autres communautés et groupes politiques. ⁷⁰ Elle reflète le profond attachement du mouvement à préserver un consensus sur son objectif premier – protéger son statut armé pour poursuivre la résistance – en évitant de tomber dans des querelles internes et d'après divisions confessionnelles. Les dirigeants du Hezbollah l'ont compris, le seul moyen de mettre ses armes à l'abri était de se positionner en mouvement qui transcende les identités confessionnelles, qui représente la résistance islamique (pas seulement chiite) et s'attache à ne pas utiliser sa puissance militaire pour servir ses intérêts nationaux.

⁶³ Entretien de Crisis Group avec Yusuf Subayti, directeur d'un séminaire religieux au Sud du Liban, Kafra, 27 avril 2007.

⁶⁴ Entretien de Crisis Group avec cheikh Hani Fahs, membre du conseil législatif du Haut conseil islamique, Beyrouth, 24 juillet 2007. Par exemple : on entend souvent parler des alliances changeantes avec d'autres partis politiques. En 2005, dans le cadre des élections, le Hezbollah et Amal ont passé un accord avec le Parti socialiste progressif de Walid Joumblatt, le Courant du futur de Saad Hariri et leurs alliés chrétiens (les Forces libanaises de Samir Geagea et les phalangistes chrétiens des Gemayel). Joseph Alagha raconte que Nasrallah, face à des partisans en colère qui refusaient toute alliance avec Joumblatt, a jeté son turban à terre et s'est écrié : « Mais cela ne signifie-t-il donc rien pour vous ? ». Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 23 mai 2007. L'alliance prit fin en janvier 2006 quand les tensions sur le plan politique se sont accentuées avec les forces du 14 mars.

⁶⁵ Entretien de Crisis Group avec Yusuf Subayti, Kafra, 27 avril 2007.

⁶⁶ Dans le village de Ghaziya, à l'est de Saïda, la rivalité entre les familles Khalifa et Ghadar ont obligé Amal et le Hezbollah (qui s'étaient mis d'accord en 2004 pour présenter des listes conjointes) à renoncer à participer aux élections municipales afin d'empêcher les tensions interfamiliales de prendre un caractère partisan. Entretiens de Crisis Group avec Yahia Ghadar, chef du conseil municipal, Ghaziya, et des activistes politiques, Ghaziya, 20 avril 2007.

⁶⁷ Entretien de Crisis Group avec Nasser Qandil, ancien parlementaire pro-syrien, Beyrouth, 14 mai 2007.

⁶⁸ Plus les divisions entre Amal et le Hezbollah sont grandes, plus les familles peuvent avoir leur rôle à jouer. Cela valait, par exemple, à Nabatiyeh et à Tyr. Entretien de Crisis Group avec Nasser Qandil, Beyrouth, 14 mai 2007. Entretien de Crisis Group avec Khalil Arzouni, intellectuel de gauche, Shuhour, 23 avril 2007.

⁶⁹ Comme le précise un observateur, cependant, le mouvement « n'inscrit pas ses éléments les plus puissants sur les listes électorales de peur de perdre le contrôle », Entretien de Crisis Group, avec Antoine Alouf, membre chrétien du conseil municipal de Baalbek élu grâce à la liste du Hezbollah, Baalbek, 20 avril 2007.

⁷⁰ Voir Alagha, *The Shifts*, op. cit., p. 41-42.

Ces derniers temps, cette image a été gravement ternie. Il s'agit là, dans un certain sens, du revers des succès du Hezbollah au sein de sa propre communauté mais aussi de l'indice de la forte crise politique qu'il traverse en ce moment. La notion de front idéologique transconfessionnel de soutien de la résistance est en passe de devenir un concept appartenant au passé. L'existence de tout soutien non-chiite au Hezbollah peut s'expliquer non par la convergence idéologique mais par des calculs plus triviaux qui rappellent les manœuvres politiques traditionnelles du Liban.

1. La rupture avec les islamistes sunnites

De toutes les relations qu'entretient le Hezbollah, c'est avec la communauté sunnite qu'elles se sont le plus gravement détériorées. Le sentiment des chiïtes d'être menacés se retrouve chez les sunnites. L'assassinat de Hariri a été vécu comme « un tremblement de terre »⁷¹ et « une attaque contre tous les sunnites ».⁷² Ceci a aggravé l'inquiétude vis-à-vis de ce qui était perçu comme le renforcement de la communauté chiïte, tendance concrétisée par un rôle politique plus important, une démographie dynamique, une richesse croissante et, à travers le Hezbollah, un pouvoir militaire dominant. La plupart des chefs salafistes de Tripoli, bastion sunnite du Nord du pays, se sont rassemblés derrière le Mouvement du futur de Rafic Hariri et l'ont soutenu aux élections parlementaires de mai-juin 2005.⁷³ La guerre et ses suites ont changé la donne. À Tripoli, « depuis la fin de la guerre, tous les dirigeants islamistes se mobilisent autour d'un discours confessionnel. Auparavant, ils auraient critiqué Saad Hariri pour ses positions pro-américaines et son programme économique. Tout cela est devenu secondaire. Désormais, ils le voient comme le seul protecteur des sunnites ».⁷⁴ D'autres expliquent que « la mort de Rafic Hariri fut un tremblement de terre qui nous a encouragé à nous rallier derrière Saad Hariri ».⁷⁵

Le changement a surtout été visible vis-à-vis des islamistes sunnites. Idéologiquement, le Hezbollah était plus proche de groupes comme la Jemaah Islamiyah, mouvement islamiste sunnite issu des Frères musulmans, que de tout autre mouvement non-chiïte. En dehors des divergences confessionnelles, elles embrassent une vision militante de l'Islam en tant qu'instrument de

lutte politique et de réforme sociale, et les deux prêtent à la résistance un caractère religieux. Les fondateurs de la Jemaah Islamiyah se sont trouvés de nombreux points communs avec le style activiste chiïte de Sadr, puis avec celui de Fadlallah. La Jemaah Islamiyah est allée jusqu'à participer à une manifestation avec les chiïtes à Beyrouth en faveur de la révolution iranienne ; son secrétaire général actuel, cheikh Faysal al-Mawlawi, faisait partie d'une délégation de dirigeants des Frères musulmans qui ont rendu une visite officielle à l'Ayatollah Khomeyni à Téhéran, peu après la révolution de 1979.⁷⁶ Les années de confrontation avec Israël ont renforcé la coopération entre le Hezbollah et la Jemaah Islamiyah, avec laquelle il a mené des opérations conjointes dans les années quatre-vingt. Les relations ont été renforcées par la détention par Israël de dirigeants des deux groupes dans le camp d'al-Ansar entre 1983 et 1984.

Après l'assassinat de Hariri, les relations se sont significativement dégradées. À une période, la guerre de 2006 a remonté le temps, ressuscitant un axe militant « anti-impérialiste » qui transcendait les identités confessionnelles et rapprochait les mouvements chiïtes (Hezbollah et Amal) et leurs alliés Syriens,⁷⁷ ainsi qu'un certain nombre de partis partageant une vision idéologique dure (le Parti de la communauté, le Parti national social syrien,⁷⁸ les mouvements islamistes tels que la Jemaah Islamiyah, Hizb-ut-Tahrir, le Tawhid pro-iranien et les salafistes).⁷⁹ Pendant la guerre, Ibrahim al-Masri, secrétaire général adjoint de la Jemaah Islamiyah, a déclaré à Crisis Group :

Chaque martyr du Hezbollah est l'un des nôtres et représente une victoire contre le projet sioniste. Si la résistance échoue, la Palestine échouera. C'est pourquoi notre priorité aujourd'hui est de soutenir la résistance. En outre, la situation au Liban va débloquer celle de l'Irak, en montrant à la résistance irakienne qu'il y a quelque chose de bien plus important que la lutte à caractère confessionnel, la lutte contre le projet américain. En règle générale,

⁷¹ Entretien de Crisis Group avec un cheikh sunnite, Tripoli, 25 mai 2006.

⁷² Entretien de Crisis Group avec un cheikh salafiste, Tripoli, 14 juin 2006.

⁷³ Entretiens de Crisis Group avec des prédicateurs salafistes, Tripoli, juin-juillet 2006.

⁷⁴ Entretien de Crisis Group avec un activiste proche du Courant du futur, Tripoli, 13 février 2007.

⁷⁵ Entretien de Crisis Group avec un cheikh salafiste indépendant, Tripoli, 23 juin 2006.

⁷⁶ Entretien de Crisis Group Ibrahim al-Masri, secrétaire général adjoint de la Jemaah Islamiyah, Beyrouth, 20 septembre 2007.

⁷⁷ Notamment les forces proches d'Omar Karamé, l'ancien leader politique sunnite de Tripoli ; Soleiman Frangié, un leader maronite ; et Fathi Yakan, un prédicateur sunnite islamiste pro-syrien.

⁷⁸ Les paroles d'une chanson de Julia Boutros, membre chrétienne du Parti national social syrien, magnifient les « hommes de Dieu » (les combattants du Hezbollah) et sont pleines d'extraits des discours de Nasrallah.

⁷⁹ Après avoir été prudents pendant la guerre, les salafistes ont ouvertement soutenu le Hezbollah, certains parce que l'Arabie Saoudite avait adopté une position moins hostile et d'autres parce que le numéro deux d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, s'était exprimé en sa faveur. Entretiens de Crisis Group avec des militants et les prédicateurs salafistes, Tripoli, octobre 2006.

le mouvement salafiste dans le monde arabe a maintenant rallié la résistance, même si elle est menée par un mouvement chiite.⁸⁰

Aussi idéologique qu'ait été la solidarité, elle n'a pas duré longtemps. À la fin de la guerre, l'attention s'est de nouveau portée sur le front libanais et les divisions entre sunnites et chiïtes sont revenues sur le devant de la scène. Inquiet des projets de délégitimation de son statut armé, le Hezbollah a exigé la formation d'un gouvernement d'unité nationale dans lequel ses alliés disposeraient d'un droit de veto sur les décisions stratégiques. En mars 2007, Ibrahim al-Masri avait complètement modifié son discours et déclarait :

Le Hezbollah est un bon résistant mais un mauvais politicien. Il contribue au déchirement confessionnel du pays. La démission des ministres chiïtes, le rejet du gouvernement de la part du Hezbollah et le fait qu'il ait organisé une grève générale au cœur des quartiers sunnites sont inacceptables. Le Hezbollah est devenu la cinquième colonne au service des intérêts étrangers et nous ne pouvons le tolérer. Bien entendu, nous soutenons le concept de résistance. Mais maintenant que la FINUL et l'armée libanaise sont dans le sud, nous n'en avons plus besoin.⁸¹

En réalité, l'alliance formée pendant la guerre était elle-même superficielle. Abdelghani Emad, professeur universitaire et spécialiste de l'Islam, explique que « même pendant la guerre, la Jemaah Islamiyah a soutenu la résistance, pas le Hezbollah en soi. Elle craint le Hezbollah et la nouvelle assurance des chiïtes et, en tous cas, est tout à fait d'accord avec les forces du 14 mars sur les points suivants : le tribunal international, la nécessité de remplacer le président Lahoud et le fait que l'armée nationale doive assurer la défense du pays ». ⁸²

⁸⁰ Entretien de Crisis Group avec Ibrahim al-Masri, Beyrouth, 28 juillet 2006.

⁸¹ Entretien de Crisis Group avec Ibrahim al-Masri, Beyrouth, 13 mars 2007. Un ancien militant de la Jemaah Islamiyah explique que « quand nous sommes en guerre contre Israël, nous devons soutenir ceux qui luttent. Mais nous savons également que le Hezbollah se bat sur une base confessionnelle, que ses objectifs sont différents des nôtres, et qu'il essaie de monopoliser la résistance », Entretien de Crisis Group, Tripoli, 18 octobre 2006.

⁸² Entretien de Crisis Group avec Abdelghani Emad, Tripoli, 3 février 2007. En général, le Hezbollah a cherché à minimiser la division, indiquant qu'il maintenait le contact avec la Jemaah Islamiyah, Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, Beyrouth, 19 septembre 2007. Il envisage une nouvelle coopération militaire dans le Sud contre Israël. Le 25 septembre, les organisations publièrent un communiqué affirmant la nécessité de « parvenir à un accord sur un président élu conformément à la constitution », *As-Safir*, 26

Les prédicateurs salafistes pro-saoudiens qui avaient soutenu le Hezbollah à la fin de la guerre ont eux aussi rapidement rompu avec le mouvement suite à la campagne qu'il a menée dans le but de renverser le gouvernement et de prendre le contrôle du centre de Beyrouth. La pique à peine dissimulée de Nasrallah envers l'Arabie Saoudite (il critiquait implicitement l'utilisation de l'argent saoudien pour reconstruire le Liban) a déclenché de vives réactions et les drapeaux saoudiens sont venus colorer les maisons des quartiers saoudiens en remerciement de l'aide de Riyad. L'opposition du Hezbollah au tribunal, perçue comme une soumission sans condition à Damas, a aggravé la séparation avec les sunnites du Nord, qui avaient particulièrement souffert de la présence militaire syrienne.⁸³ Les représentants du Hezbollah admettent s'éloigner de plus en plus des islamistes sunnites, même s'ils attribuent principalement cette tendance à l'aide financière qu'ils reçoivent du Courant du futur.⁸⁴

En grande partie, les allégeances confessionnelles de courte durée ont pris le pas sur la proximité idéologique. Des exceptions, d'une certaine manière, réduisent l'intensité des divisions confessionnelles, bien qu'elles n'aient pas non plus grand-chose à voir avec l'idéologie. Elles sont plutôt fonction du rôle de la Syrie ou du poids de la politique locale. Ainsi, le Hezbollah continue à jouir du soutien d'individus ou de groupes sunnites pro-syriens tels que le Front d'action islamique,⁸⁵ ainsi que divers politiciens

septembre 2006. Quelques mois auparavant, le secrétaire général adjoint de la Jemaah Islamiyah avait expliqué la poursuite de ces contacts par la volonté commune d'éviter une dégradation sur le plan confessionnel et non par l'existence d'un cadre idéologique commun. Entretien de Crisis Group avec Ibrahim al-Masri, Beyrouth, 13 mars 2007. Cependant, cela n'a pas éliminé l'animosité sous-jacente. Les islamistes sunnites craignent que le Hezbollah tente d'« infiltrer » l'ouest de Beyrouth. Entretien de Crisis Group avec un membre de la Jemaah Islamiyah, Beyrouth, 17 septembre 2007. Mais de nombreux membres du Hezbollah ne cachent pas leur aversion pour l'islamisme sunnite. Entretiens de Crisis Group avec un religieux du Hezbollah et des combattants de la résistance, Bekaa, 4 avril 2007.

⁸³ Un cheik salafiste a déclaré : « Entre un retour à l'occupation israélienne et l'occupation syrienne, je choisirais l'israélienne. Au moins, ils n'ont pas tué ma mère. » Entretien de Crisis Group, Tripoli, 28 janvier 2007 (Tripoli n'a jamais été sous occupation israélienne).

⁸⁴ Entretiens de Crisis Group avec des leaders politiques du Hezbollah, Beyrouth, septembre 2007. Saad Allah Khalil, religieux proche du Hezbollah, affirme que la Jemaah Islamiyah a été corrompue et sert maintenant les intérêts américains : « Elle a trahi ses principes fondateurs et a accepté de jouer le jeu confessionnel. Son cœur et son argent ne défendent plus la même cause ». Entretien de Crisis Group, Qulaili, Sud-Liban, 27 avril 2007.

⁸⁵ Le Front d'action islamique accueille, entre autres, Fathi Yakan, prédicateur sunnite, cheikh Bilal Said Shaaban et son Mouvement pour l'unité islamique de et Abdel Nasser al-Jibri,

sunnites locaux opposés aux membres du Courant du futur de Hariri.⁸⁶ Aucun d'entre eux ne représente le centre de gravité de la communauté sunnite et la plupart paient le prix des divisions confessionnelles actuelles ; ils sont une minorité qui ne fait que rétrécir, phénomène que l'on retrouve aussi chez les druzes.⁸⁷

En clair, cela signifie que le principal allié non-chiite du Hezbollah, et l'élément qui lui permettra d'éviter l'étiquette de mouvement confessionnel, est Michel Aoun.

2. L'alliance avec Aoun

À plus d'un égard, l'alliance entre le Hezbollah et le Courant patriotique libre (CPL) d'Aoun défie toute logique. Entre 1989 et 1990, il a mené un mouvement de résistance militaire contre la Syrie, pour être contraint à un exil de quinze ans en France, d'où il a continué à défier Damas. Ses partisans ont joué un rôle non négligeable dans la campagne qui mena au retrait des troupes syriennes en 2005. Doté d'une vision globalement pro-occidentale, il a longtemps appelé au désarmement du Hezbollah et, à son retour au Liban, a scandalisé le mouvement chiite en prônant le retour des Libanais réfugiés en Israël.⁸⁸

Néanmoins, les deux mouvements trouvèrent un accord en février 2006, concrétisé sous la forme du Document d'entente mutuelle entre le Hezbollah et le Courant patriotique libre. Ce texte reflète d'une part le plaidoyer de longue haleine mené par Aoun pour une réforme électorale (qui « limiterait l'influence de l'argent politique et du fanatisme confessionnel ») ; pour des réformes institutionnelles visant à « éradiquer la corruption » ; le retour des citoyens libanais vivant en Israël ; le soutien au tribunal international ;⁸⁹ le respect par la Syrie de la

chef de l'Institut islamique dawa. L'adversaire du Front est le Rassemblement islamique indépendant (*liqa islami mustaqill*), groupe d'oulémas et d'activistes sympathisants du Courant du futur d'Hariri, notamment Dai Islam al-Shahâl (chef d'un courant salafiste du nord) et d'autres cheikhs de la région de Tripoli, tels que Zakaria al-Masri, Bilal Barudy (considérés comme pro-saoudiens) et Khaled al-Dhaher, ancien membre de la Jemaah Islamiyah.

⁸⁶ Des rivalités au sein des sunnites expliquent la position anti-Hariri d'Ossama Saad à Saida et celle d'Omar Karamé à Tripoli.

⁸⁷ Wiam Wahab, par exemple, ancien membre du mouvement de Joumblatt, l'a quitté dans les années quatre-vingt-dix pour s'allier à la Syrie.

⁸⁸ Pour une analyse édifiante du mouvement d'Aoun, voir Heiko Wimmen, « Rallying around the renegade », Rapport Moyen-Orient en ligne, 27 août 2007.

⁸⁹ À propos de son éventuelle alliance avec le Hezbollah et compte tenu de sa position ambivalente en la matière, Aoun a fait référence au soutien clair du tribunal dans le document et a juré que ses alliés voteraient en sa faveur si un gouvernement

souveraineté du Liban (notamment par le tracé des frontières et la lumière sur le sort des détenus libanais dans les prisons syriennes) et l'établissement de relations diplomatiques)⁹⁰ et d'autre part un processus qui « mènerait à l'élimination des raisons et justifications » de l'arsenal du Hezbollah.⁹¹ Il légitime la résistance armée,⁹² répondant ainsi aux exigences de fond du Hezbollah. Aussi Aoun peut-il affirmer que cet accord envisage un processus visant à désarmer le mouvement chiite⁹³ mais le Hezbollah peut lui prétendre à d'importantes conditions préalables. L'accord stipule que « détenir des armes... est un moyen noble et sacré utilisé par un groupe dont le territoire est occupé » et cite comme « justifications » au « maintien des armes du Hezbollah » l'occupation par Israël des fermes de Chebaa, la détention de « résistants libanais » et la menace que le pays exerce à l'égard du Liban.⁹⁴

Le rapprochement fut facilité par le positionnement similaire du mouvement en tant qu'outsiders vis-à-vis du système politique et en tant que représentants de l'aversion sociale pour la domination des bourgeoisies urbaines sunnites et chrétiennes. Pour le Hezbollah, il s'agissait aussi

d'unité nationale était formé. Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 2 décembre 2006.

⁹⁰ Il est intéressant d'observer que ces éléments vont bien au-delà des positions syriennes. On peut affirmer qu'Aoun a été l'un des plus fervents défenseurs des Libanais détenus dans les prisons syriennes, « parce qu'il est l'un des rares politiciens, parmi ceux qui sont partis en exil, qui peuvent affirmer n'avoir jamais activement ou passivement collaboré avec la Syrie ». Entretien de Crisis Group avec Ghazi Aad, ancien membre du mouvement de Joumblatt, chef de Solide, organisation non-gouvernementale qui se consacre à faire la lumière sur les cas des disparus libanais, mai 2006.

⁹¹ « Document d'entente mutuelle entre le Hezbollah et le Courant patriotique libre », sur www.tayyar.org/files/documents/cpl_hezbollah.pdf. Entretien de Crisis Group avec Ghassan Moukheiber, membre du Parlement partisan d'Aoun, Beyrouth, 10 août 2007.

⁹² Entretien de Crisis Group avec Ghalib Abu Zeinab, membre du bureau politique du Hezbollah et co-auteur du Document d'entente mutuelle, Beyrouth, 23 juillet 2007.

⁹³ Aoun a déclaré à Crisis Group que l'accord visait à désarmer progressivement le Hezbollah par le biais d'un processus politique ; entretien de Crisis Group, Beyrouth, 2 décembre 2006. À la différence de la résolution 1559, qui mentionne le démantèlement des milices mais qui « n'offre aucun moyen concret d'y parvenir, aucun processus interne pour le mettre en œuvre », les partisans d'Aoun prétendent que leur accord avec le Hezbollah le permet ; entretien de Crisis Group avec Ghassan Moukheiber, 3 juillet 2007.

⁹⁴ Un responsable du Hezbollah a déclaré : « Nous savons qu'Aoun veut nous désarmer et que cela correspond à la résolution 1559. Mais cela ne nous pose aucun problème tant qu'aucun délai n'est fixé et qu'aucune mesure spécifique n'est décidée ». Entretien de Crisis Group avec un responsable du Hezbollah, Beyrouth, 15 septembre 2007.

d'un moyen d'éviter le piège confessionnel en tissant des liens avec un acteur non-chiite influent. L'une des principales motivations d'Aoun qui, à ce moment-là, bénéficiait du soutien de la majorité de la communauté chrétienne, était sa rivalité avec les chefs chrétiens plus traditionnels, qui avaient rejoint la coalition du 14 mars et cherchaient à le marginaliser.⁹⁵ Aoun pourrait également avoir vu en le Hezbollah le représentant d'une communauté qui, à l'instar des chrétiens, est une minorité dans une région essentiellement sunnite. Si Aoun a déclaré réagir aux « tentatives de suppression des droits des chrétiens et des chiïtes », ⁹⁶ il a expliqué à Crisis Group que son objectif était de préserver l'unité du Liban, d'éviter les affrontements interconfessionnels et de trouver une voie non-violente et consensuelle pour désarmer le Hezbollah et bâtir une société sans division entre les confessions.⁹⁷

Malgré sa nature fragile due aux divisions idéologiques qui la caractérisent, l'alliance n'a pas perdu pied face aux tensions et défis auxquels elle a été confrontée, même si Aoun a payé un lourd tribut politique.⁹⁸ Il n'a pas soutenu publiquement la première intervention militaire du Hezbollah en juillet 2006 mais il lui a été fidèle tout au long de la guerre et, élément non négligeable, s'est assuré que ses partisans apportaient aide et protection aux déplacés chiïtes. La relation entre le Hezbollah et le CPL passera son prochain test lors des élections présidentielles, qu'Aoun est déterminé à remporter.⁹⁹

⁹⁵ Ces rivalités opposaient surtout Michel Aoun et Samir Geagea, chef des Forces libanaises.

⁹⁶ Entretien pour Al-Jazira, 11 août 2007. Un représentant du parti d'Aoun a expliqué qu'il s'agissait également de l'objectif du Hezbollah : « Les chiïtes craignent de vivre dans un État contrôlé par les sunnites et, dans le cas où les Alaouites perdraient le pouvoir en Syrie, d'être noyés dans une mer sunnite ». Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 3 juillet 2007.

⁹⁷ Entretien de Crisis Group avec Michel Aoun, Beyrouth, 2 décembre 2006.

⁹⁸ Les partisans d'Aoun reconnaissent qu'ils ont perdu une partie du soutien dont ils bénéficiaient, bien qu'ils affirment que la communauté chrétienne finira par se ranger derrière eux. Aoun lui-même l'a dit : « Pour sauvegarder la paix entre les confessions, nous avons accepté de perdre une partie de notre popularité ». Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 20 juillet 2006. La plupart des sondages indiquent que l'alliance a coûté au mouvement aouniste un important soutien au sein de la communauté chrétienne. Son candidat a certes remporté les élections partielles d'août 2007 dans la région du Metn, le soutien au CPL parmi les chrétiens est passé de 69,6 pour cent en mai 2005 à 50,06 pour cent. Ceci dit, ce déclin s'explique par d'autres facteurs. Le candidat aouniste, Camille Khoury, était beaucoup moins célèbre que son adversaire, l'ancien président Amine Gemayel, dont le fils a été assassiné le 21 novembre 2006.

⁹⁹ Le Président est élu par les membres du Parlement. L'article 49 de la Constitution indique que la préférence doit être donnée

Le Hezbollah est confronté à un dilemme difficile. D'un côté, compte tenu du soutien dont il a bénéficié, notamment durant la guerre, et du risque de perdre son principal allié non-chiite, il considère qu'il doit rester derrière Aoun. Pour son secrétaire général adjoint, il est « le seul candidat que l'opposition ait à présenter ». ¹⁰⁰ Un autre responsable de haut rang de l'organisation estime que « nous ne pouvons lui être infidèle et le poignarder dans le dos ». ¹⁰¹ Pour un proche conseiller d'Aoun, « si le Hezbollah laisse tomber le candidat Aoun, alors Aoun laissera tomber le Hezbollah ». ¹⁰²

D'un autre côté, Aoun n'est un candidat ni réaliste ni idéal. Il est confronté à des obstacles pratiquement insurmontables à cause de la forte opposition des forces du 14 mars. Un des membres explique que « nous sommes prêts à vivre avec le programme et la conception d'Aoun mais pas avec Aoun ». ¹⁰³ Sa personnalité « instable » ¹⁰⁴ et imprévisible inquiète non seulement l'alliance pro-gouvernement mais aussi le Hezbollah. Compte tenu de sa forte opposition à l'hégémonie syrienne, Damas préfère certainement un Président plus faible et malléable. Comme l'a remarqué un député aouniste, « ce n'est pas vraiment dans l'intérêt du Hezbollah de porter Aoun au pouvoir, dans la mesure où la politique poursuivie par le général est celle du renforcement des institutions

à un candidat consensuel, même si cela n'est pas obligatoire. En vertu de l'article 49(2), « le Président de la République est élu, au premier tour, au scrutin secret à la majorité des deux tiers des suffrages par la Chambre des députés. Aux tours de scrutins suivants, la majorité absolue suffit ». La Constitution garantit également que « un mois au moins et deux mois au plus avant l'expiration des pouvoirs du Président de la République, la Chambre se réunit sur la convocation de son Président pour l'élection du nouveau Président », ce qui signifie que les élections doivent avoir lieu entre le 24 septembre et le 24 novembre 2007. En guise de preuve que le quorum des deux tiers est nécessaire, l'opposition invoque la tradition, indiquant que ce principe a toujours été respecté. Les juristes proches de l'opposition invoquent également le précédent des élections de 1976, les premières à n'avoir pas connu d'arrangement politique préélectoral. Le Parlement a demandé l'avis de deux constitutionnalistes, Edmond Rabat et le français Georges Vedel, sur l'article 49. Ils ont conclu que l'élection du Président nécessitait la présence des deux tiers des députés et le Parlement a adopté leur position. Entretien de Crisis Group avec Ghassan Moukheiber, juriste et membre du Parlement, Beyrouth, 3 octobre 2007 ; voir aussi Emile Bejjani, *L'élection du Président de la République* (Beyrouth, 1987).

¹⁰⁰ Naim Qassem, cité dans *Asharq al-Awsat*, 18 septembre 2007.

¹⁰¹ Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, Beyrouth, 19 septembre 2007.

¹⁰² Entretien de Crisis Group avec un proche conseiller d'Aoun, Beyrouth, 20 septembre 2007.

¹⁰³ Entretien de Crisis Group avec un membre de la coalition du 14 mars, septembre 2007.

¹⁰⁴ Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 14 août 2007.

et du désarmement des milices. Dans un certain sens, le Hezbollah est piégé : il ne souhaite pas vraiment Aoun mais depuis la guerre de juillet, il a une énorme dette morale envers lui ». ¹⁰⁵ Comme un observateur politique proche des deux groupes l'a fait remarquer, « Aoun est pour le Hezbollah un candidat, et non son candidat ». ¹⁰⁶

Plusieurs sources indiquent que le Hezbollah réfléchit à un accord par lequel Aoun renoncerait à la présidence en échange d'une voix influente dans le choix du candidat, ¹⁰⁷ d'importants postes ministériels dans le futur gouvernement et une loi électorale plus favorable aux chrétiens. ¹⁰⁸ Pour le moment, la détermination apparemment sans faille d'Aoun à devenir président – qui surprend le Hezbollah – reste un facteur de complexité. ¹⁰⁹ Cela dit, le mouvement aouniste pourrait être en mesure de convaincre le Hezbollah d'accepter un compromis. Il est clair que l'alliance a beaucoup aidé le Hezbollah (en apportant une légitimité non-chiite à son statut armé), tout en affaiblissant considérablement Aoun ; il est tout aussi clair que si le Hezbollah a besoin du soutien d'Aoun dans un contexte de tensions interconfessionnelles croissantes, Aoun voudrait prouver que son alliance a porté ses fruits. ¹¹⁰ C'est pourquoi les aounistes ont la possibilité d'utiliser leur influence pour persuader le mouvement chiite d'accepter un programme gouvernemental qui limiterait l'usage de ses armes à des fins strictement défensives (voir plus loin).

¹⁰⁵ Entretien de Crisis Group avec un membre du Parlement aouniste, Beyrouth, 3 juillet 2007.

¹⁰⁶ Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 14 août 2007.

¹⁰⁷ Dans un entretien qu'il a donné à Crisis Group, Qumati a déclaré que « les députés du Hezbollah éliront Aoun ou un candidat qu'il aura désigné lui-même ». Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, Beyrouth, 19 septembre 2007.

¹⁰⁸ Entretien de Crisis Group avec Jean Aziz, Beyrouth, 25 septembre 2007.

¹⁰⁹ Aoun a déclaré : « Je ne jetterai jamais l'éponge... Je me sentirais coupable devant Dieu si je reculais », *Asharq al-Awsat*, 21 septembre 2007. Cette position a été confirmée par Jean Aziz, chef du service d'information de la chaîne de télévision d'Aoun. Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 25 septembre 2007. Un diplomate européen particulièrement impliqué dans le processus propose une explication différente : selon lui, la déclaration d'Aoun n'était qu'un prélude à de difficiles négociations et le général est parfaitement conscient qu'il ne deviendra pas président. Entretien de Crisis Group, New York, 26 septembre 2007.

¹¹⁰ Certains membres de la coalition du 14 mars accusent les aounistes d'être devenus l'instrument du Hezbollah ; entretien de Crisis Group avec Michael Young, analyste politique, Beyrouth, 4 octobre 2007.

II. LA RÉSISTANCE APRÈS LA GUERRE

A. UNE NOUVELLE EQUATION MILITAIRE

Pendant les mois qui ont suivi la guerre, de nombreux observateurs et acteurs politiques se sont opposés à propos du degré de dommages subis par l'arsenal militaire du Hezbollah. ¹¹¹ Cette question n'est plus pertinente aujourd'hui. Presque tout le monde est d'accord pour dire que le Hezbollah a renfloué ses stocks. En déclarant que le mouvement avait renforcé sa capacité militaire et possédait au moins 20 000 roquettes, Nasrallah a implicitement confirmé l'affirmation des Nations unies, d'Israël et d'autres que les armes étaient passées par la frontière syro-libanaise en violation de la résolution 1701. ¹¹² L'armée libanaise a également intercepté des convois d'armes apparemment destinés au Hezbollah.

¹¹¹ Il est difficile de déterminer à quel point le Hezbollah a été touché. Le mouvement affirme qu'environ 200 de ses combattants ont été tués ; entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, 3 février 2007, mais le véritable chiffre est certainement légèrement plus élevé. Dans son dernier rapport, Human Rights Watch estime que 250 combattants du Hezbollah ont été tués, rapport disponible en ligne sur http://hrw.org/reports/2007/lebanon0907/10.htm#_Toc175028505. Les différentes catégories impliquées (des réservistes, des professionnels et des villageois armés) rendent les estimations précises d'autant plus difficiles. Selon certains analystes militaires, les attaques israéliennes ont détruit une grande partie des infrastructures militaires du Hezbollah, notamment des bunkers attenants à la frontière et des missiles longue portée. Voir Anthony Cordesman, « Preliminary Lessons of the Israeli-Hizbollah War », du Center for Strategic and International Studies, 17 août 2006. www.csis.org/media/csis/pubs/060817_isr_hez_lessons.pdf.

¹¹² Discours de commémoration de la « victoire divine » d'Hassan Nasrallah, 22 septembre 2006, chaîne de télévision Al-Manar. Le 23 juillet, dans un entretien accordé à Al-Jazira, il a affirmé que le Hezbollah possédait un arsenal de roquettes qui pourraient atteindre n'importe quel point d'Israël, y compris Tel-Aviv. Voir également le « Rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution du Conseil de sécurité 1701 (2006) », UNSC/S/2007/392, 28 juin 2007. Le responsable du département politique du ministère de la Défense, Amos Gilad, a déclaré à Israël Radio que les armes et l'argent iraniens destinés au Hezbollah continuaient à transiter par la Syrie. « La Syrie... autorise les Iraniens à armer le Hezbollah et l'arme elle-même de manière massive », Haaretz, 30 juin 2006. La plus importante saisie d'armes est intervenue le 8 février 2007, lorsque le Hezbollah a reconnu que le camion de munitions intercepté dans la banlieue est de Beyrouth lui appartenait. Un représentant des services de sécurité a par la suite déclaré que vingt roquettes de type Grad et vingt lance-roquettes avaient été dissimulés dans des sacs de paille ; Associated Press, 8 février 2007.

Malgré un équipement renforcé, le Hezbollah se trouve sur un terrain stratégique glissant. En dépit de sa « victoire divine » autoproclamée, la guerre a compliqué sa situation en matière militaire. Dans le sud, il a perdu le réseau impressionnant de bunkers et de positions fortifiées qu'il avait patiemment construit depuis 2000.¹¹³ Sa marge de manœuvre est également limitée par la présence de 15 000 soldats libanais et de 13 000 soldats de la FINUL, dont les moyens et le mandat ont été renforcés par la résolution 1701 en vertu de laquelle le Hezbollah ne pouvait plus rester dans la zone allant de la frontière au nord du fleuve Litani.

En outre, le Hezbollah a compris que, en l'état actuel des relations interconfessionnelles, les chiites pourraient ne pas bénéficier de protection si une nouvelle confrontation venait à éclater. Les chiites ne sont pas non plus friands de combats. Crisis Group a été témoin de nombreux habitants du sud se plaindre : considérant que le statut armé du Hezbollah était un moyen de dissuasion, ils critiquaient son obsession pour la résistance, son aspiration à acquérir un rôle régional et ses efforts déplacés pour venir en aide aux citoyens.¹¹⁴ À moins de se mettre à dos ses propres partisans et de les mettre en danger, il sera difficile pour le Hezbollah de s'engager militairement dans le sud sans avoir été provoqué. Pour le moment, il a suspendu les attaques – baptisées « opérations de rappel » (*'amaliyat tazkiriya*) – qu'il lançait de manière ponctuelle dans les fermes de Chebaa.¹¹⁵

Le Hezbollah s'adapte de plusieurs manières. Le passage d'une logique de résistance à une logique de dissuasion – une tendance qui débuta avec le retrait de 2000 – s'est intensifié avec une activité essentiellement au jour le

jour centrée sur la commémoration des exploits passés.¹¹⁶ La présence renforcée de forces de sécurité dans le Sud du pays représente une barrière embarrassante mais aussi protectrice. Un cheikh pro-Hezbollah décrit la FINUL comme indispensable à la stratégie défensive du mouvement. « Bien sûr, en public, le Hezbollah accuse la FINUL de servir les intérêts d'Israël. Mais nous sommes en contact permanent avec la FINUL et avons confiance en ses responsables locaux. Nous savons que sa présence rend toute attaque israélienne beaucoup plus difficile et qu'en cas de guerre, il est inconcevable que la FINUL attaque la Résistance ». ¹¹⁷ Timor Goksel, ancien porte-parole de la FINUL, partage ce point de vue : « La FINUL et l'armée libanaise sont aujourd'hui considérées comme des lignes de défense ». ¹¹⁸

La présence des forces des Nations unies a aussi poussé le Hezbollah à renforcer sa position autour de sa deuxième ligne de défense, au nord du fleuve Litani, dans l'est et dans la Bekaa.¹¹⁹ Un proche observateur du Hezbollah explique :

Sur le terrain, le Hezbollah met en place une nouvelle ligne de défense juste au nord du Litani, qui marque la limite septentrionale de la zone d'opérations de la FINUL. La Résistance islamique s'est étendue et a augmenté le nombre de ses positions dans les montagnes entre le Litani et le village de Kfar Houne, isolant les vallées et les sommets des collines des étrangers. De nouveaux

¹¹³ Entretien de Crisis Group avec Timor Goksel, ancien porte-parole de la FINUL, Beyrouth, 16 août 2007. Un membre de la FINUL a confirmé que les forces des Nations unies pouvaient circuler librement dans leur zone de déploiement, y compris dans les anciens bunkers du Hezbollah ; entretien de Crisis Group, Sud-Liban, juillet 2007. Pour Nicholas Blanford, observateur bien informé du Hezbollah, « le conflit a forcé la Résistance islamique à mettre à jour six ans de préparations militaires, notamment son réseau souterrain de bunkers et ses positions de tir, qui étaient bien plus élaborés que ce que l'on pensait ». « Hizbullah prepares for war », *Jane's Defence Weekly*, 11 avril 2007.

¹¹⁴ Entretiens de Crisis Group, Sud-Liban, mai 2007. Selon Timor Goksel, le Hezbollah ne peut, à l'heure actuelle, se permettre une nouvelle confrontation car « même la base de ses partisans ne l'accepterait pas, sachant comme elle a souffert la dernière fois ». Entretien de Crisis Group, 3 février 2007.

¹¹⁵ Le Hezbollah affirme que les affrontements reprendront « dès que la communauté internationale aura échoué à libérer les fermes ». Nabil Qaouq, cité dans Amal Saad-Ghorayeb, « In their own words: Hizbollah's strategy in the current confrontation », *Policy Outlook*, Carnegie Endowment for International Peace, janvier 2007, p. 13.

¹¹⁶ Notamment des cérémonies commémorant le retrait de l'armée israélienne en 2000 ; *ashura* (commémorant la mort en martyr de l'imam Hussein) ; l'anniversaire de la mort de deux chefs importants du Hezbollah, Abbas al-Moussaoui et Ragheb Harb ; la « semaine de la résistance islamique » ; la « journée du martyr » ; la « semaine de l'unité islamique » ; le festival organisé en soutien de la résistance ; la Journée mondiale de Jérusalem ; la journée des victimes ; l'anniversaire de la mort de l'imam Khomeyni et le festival de la « victoire divine ». Autour de la guerre, le mouvement a également produit un certain nombre de souvenirs, de poésie, de chansons et de CD à la gloire de ses militants. En août 2007, il a inauguré un musée à ciel ouvert au sud de Beyrouth donnant sa vision de la guerre de 2006 et cherchant à discréditer le concept d'invincibilité d'Israël. Il le baptisa « la Maison de l'araignée », du nom utilisé par Nasrallah pour décrire l'armée israélienne, solide en apparence, fragile à l'intérieur.

¹¹⁷ Entretien de Crisis Group avec Saad Allal Khalil, Qulaili, Sud-Liban, 27 avril 2007.

¹¹⁸ Entretien de Crisis Group avec Timor Goksel, Beyrouth, 16 août 2007.

¹¹⁹ Ceci ne signifie pas que le mouvement a abandonné le sud ; les sympathisants et les militants du Hezbollah sont nombreux, beaucoup sont armés et, selon un membre de la FINUL, des armes légères circulent déjà dans les zones urbaines, en prévision d'une éventuelle guerre, entretien de Crisis Group, Sud-Liban, juillet 2007 ; entretien de Crisis Group avec Timor Goksel, Beyrouth, 16 août 2007.

équipements de stockage des armes sont construits au sud de la vallée de la Bekaa et autour de Nabatieh. La formation s'est intensifiée dans les dizaines de camps situés dans les zones chiites le long des flancs est et ouest de la vallée de la Bekaa.¹²⁰

C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre le discours de Nasrallah du 3 août 2007, dans lequel il rendait hommage aux habitants de la Bekaa. « La région de Baalbek–Hermel en particulier et plus généralement la Bekaa n'est pas une région d'arrière-garde. C'est une ligne de front au même titre des régions au sud et au nord du fleuve Litani ».¹²¹

L'une des leçons que le Hezbollah a tirées de la guerre est la nécessité de réduire la domination aérienne d'Israël (qui se manifeste par la surveillance aérienne, des drones automatiques et autres systèmes de détection du mouvement terrestre) et d'augmenter le nombre de militants armés pour résister aux incursions dans le territoire. Le Hezbollah aurait acheté du matériel anti-aérien russe et chinois perfectionné et envoyé du personnel en Iran pour être formé.¹²² Au même moment, il recrute des combattants pour venir au renfort à son élite, des militants professionnels, notamment parmi les non chiites qui l'avaient soutenu pendant la guerre.¹²³ Mahmoud Qumati évoque non « pas les centaines mais les milliers » de nouvelles recrues qui sont formées, surtout des chiites, mais aussi des druzes, des sunnites et des chrétiens.¹²⁴ L'objectif de ces recrutements et formations reste particulièrement controversé. Le Hezbollah explique le but est d'étendre la résistance aux militants « non-religieux ».¹²⁵ Ses opposants, cependant,

sont convaincus que cela n'a rien à voir avec la lutte contre Israël mais qu'il s'agit plutôt d'une préparation à la guerre civile. Ils se reposent notamment sur le fait que les aounistes, ainsi que les fidèles de Wiam Wahhab (un druze) et d'Oussama Saad (un sunnite) sont armés et entraînés, et « il est difficile de convaincre de nombreux Libanais que tout cela est fait dans la perspective de combattre Israël ».¹²⁶

Ceci dit, la fermeture du front au Sud comporte d'importantes implications pour le Hezbollah, notamment que le mouvement doit poursuivre ses objectifs en se concentrant sur la politique intérieure du pays du cèdre.

B. POLITIQUE INTERIEURE

Les débats concernant l'avenir du mouvement tournent souvent autour de la question de savoir s'il finira par devenir un parti comme les autres, en prenant part au jeu politique libanais et en abandonnant son statut armé. Certains pensent que le processus d'adaptation est en cours, avec sa décision de participer aux élections parlementaires au début des années quatre-vingt-dix et d'entrer au gouvernement en 2005. Son appel plus récent à un gouvernement d'unité nationale peut également être perçu comme une nouvelle étape dans sa « libanisation » progressive.

La prétendue dichotomie entre la politique et la résistance est erronée. Loin d'être un substitut de la résistance armée, l'engagement politique du Hezbollah est devenu son corollaire nécessaire. Compte tenu de l'instabilité du paysage politique à l'intérieur et à l'extérieur du pays, le mouvement chiite calcule qu'un engagement politique plus profond est le meilleur moyen de sauvegarder son statut armé.¹²⁷ Comme l'explique le vice-président du centre de recherche du Hezbollah, « paradoxalement, certains souhaitent que nous nous entrions dans le processus politique afin de nous neutraliser. En réalité, nous avons l'intention de nous engager – mais justement afin de protéger le choix stratégique de la résistance et de la participation politique ».¹²⁸ La résistance est et reste la priorité du Hezbollah, sa raison d'être, un moyen de

¹²⁰ Blanford, op. cit.

¹²¹ *Al-Manar*, 3 août 2007.

¹²² Voir *Al-Siyasa*, quotidien koweïtien souvent critique à l'égard de la Syrie, 18 avril 2007. Selon le rapport, un premier contingent d'environ 500 militants a été envoyé en Iran pour achever leur formation le 16 avril. Ils seraient depuis rentrés au Liban via l'aéroport de Damas.

¹²³ Une tentative similaire de la part du Hezbollah de mettre en place des bataillons, qui cependant ne lui appartenaient pas, connus sous le nom de *Saraya al-Muqawama* (bataillons de la résistance), eut lieu à la fin des années quatre-vingt-dix. Cette tentative échoua pour plusieurs raisons, notamment l'opposition de Damas (qui aurait craint que les armes fournies aux sunnites ne se retournent contre lui. Entretien de Crisis Group avec Abou Ali, ancien chef militaire des mourabitoun, une milice nassériste, Beyrouth, 28 avril 2007), et le sentiment chez les non chiites d'être traités comme des combattants de seconde classe.

¹²⁴ Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, vice-président du bureau politique du Hezbollah, Beyrouth, 19 septembre 2007.

¹²⁵ Ibid. Amin Hotait, expert militaire, explique qu'il s'agit aussi d'un moyen pour le Hezbollah d'attirer les militants d'Amal déçus par leur parti. Entretien téléphonique de Crisis Group

avec Amin Hotait, ancien général proche de l'opposition, Beyrouth, 22 septembre 2007.

¹²⁶ Échanges de courriers électroniques entre Crisis Group et un analyste libanais, octobre 2007. L'armement des milices s'est étendu à de nombreux autres groupes, notamment les chrétiens, et constitue une véritable source d'inquiétude. Voir *The New York Times*, 6 octobre 2007.

¹²⁷ Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, vice-président du bureau politique du Hezbollah, Beyrouth, 11 octobre 2006.

¹²⁸ Entretien de Crisis Group avec Abdel Halim Fadlallah, Beyrouth, 27 avril 2007.

libérer la terre libanaise, d'unifier les rangs arabes et musulmans, de protéger le Liban de ceux qui veulent redessiner son identité politique de manière plus pro-occidentale¹²⁹ mais aussi, de plus en plus, de contrecarrer ce qu'il perçoit comme les plans de Washington pour dominer la région. Dans cette bataille contre un ordre régional imposé par les États-Unis, le Hezbollah compte sur le soutien dont il bénéficie de la part de l'Iran, de la Syrie et d'autres pays, formant ainsi un axe du refus (*jabhat al-mumana'a*).

1. Préserver la résistance

À la différence d'Amal, aux yeux du Hezbollah, la politique n'est pas une fin en soi et il n'a pas fait de la représentation des chiïtes sa priorité. Selon un spécialiste du mouvement, « le Hezbollah n'a que deux priorités : la question palestinienne et la résistance face aux projets régionaux des États-Unis. Tous les autres objectifs, y compris la démarginalisation des chiïtes, sont accessoires. »¹³⁰ De même, un cheikh proche du Hezbollah explique que « ce qui compte pour le Hezbollah est la culture de la résistance. Le Hezbollah n'a jamais revendiqué une forte présence sur la scène politique locale pour autre chose que pour proposer ses services au niveau municipal. C'est pourquoi les membres du Parlement appartenant au Hezbollah sont rarement ceux que le mouvement valorise ».¹³¹

Il est donc normal que l'on ait toujours évalué les relations entre le mouvement et l'État en fonction de son incidence sur la résistance. Au départ, il évitait la participation directe au jeu politique intérieur, craignant la corruption, le piège des relations confessionnelles et clientélistes mais aussi l'hypothèque de son statut spécial. Il a progressivement évolué et continué à concevoir la politique comme une activité essentiellement négative, visant non pas tant à promouvoir un programme spécifique qu'à bloquer ceux qui lui étaient hostiles. En plusieurs étapes, il s'adapta à la situation politique volatile du Liban tout en gardant l'œil sur la sauvegarde de son arsenal et de son statut particulier. Ainsi, dans le cadre de l'accord de Taëf en 1989, qui appelait entre autres au démantèlement des milices armées, le Hezbollah participa en 1992 aux élections législatives de manière à protéger ses armes,¹³² donnant au groupe parlementaire naissant le

nom de « bloc de la fidélité à la Résistance », qu'il porte toujours aujourd'hui.

En 2005, à la suite du retrait des troupes syriennes et du vote de la résolution 1559 qui, une fois de plus, appelait au démantèlement de toutes les milices, le mouvement accepta pour la première fois d'entrer au gouvernement. Nawaf Moussaoui, responsable des relations extérieures du Hezbollah, déclara à l'époque que « le retrait syrien du Liban avait créé un vide sur la scène politique du pays [...] et les puissances internationales tentent de tirer avantage de ce vide et d'imposer leur tutelle au Liban ».¹³³ Cette vision était partagée par Ali Fayyad, chef du groupe de réflexion du Hezbollah :

Durant deux décennies de résistance, le Hezbollah s'est adressé aux autorités politiques avec un puritanisme militant, qui n'excluait pas seulement toute prise de pouvoir mais qui le mena aussi à considérer l'accès au pouvoir comme contraire à la logique et aux impératifs de la résistance. Ce qui convainquit le Hezbollah de prendre la décision importante de rejoindre le gouvernement furent les profondes transformations de l'équilibre politique libanais après le retrait des troupes syriennes. Le retrait de la Syrie modifia la taille relative des différentes forces, révéla certains choix clef de la politique de l'État et exposa un Liban vulnérable à l'équation régionale.¹³⁴

En tant que membre du gouvernement, le Hezbollah a demandé à ce que son programme intègre le droit de résistance.¹³⁵

Le souhait d'un gouvernement d'unité nationale dans lequel l'opposition actuelle disposerait d'une minorité de blocage, émis à la fin de la guerre de juillet 2006, relève de la même logique. Ce fut la réponse du Hezbollah aux critiques vis-à-vis de son action militaire unilatérale et à la pression exercée pour qu'il accepte le désarmement. À cela s'ajouta sa tentative d'inverser ce qu'il considérait comme une tendance du gouvernement à adopter une position de plus en plus pro-américaine et pro-saoudienne.¹³⁶ Pour justifier son appel,

¹³³ *Daily Star*, 18 juin 2005.

¹³⁴ Ali Fayyad, « Hizbollah and the Lebanese state: reconciling a national strategy with a regional role », *Arab Reform Initiative*, août 2006.

¹³⁵ Pour une version complète du texte de la déclaration ministérielle, voir *Diary of the Israeli War on Lebanon* (Beyrouth, 2006), p. 324. L'ouvrage a été réalisé par un collectif de journalistes du quotidien *Safir*.

¹³⁶ « Immédiatement après la guerre, la question des armes et de la résistance a fait l'objet d'un débat public. Pendant une période assez courte, les choses se sont calmées. Cependant, sous la pression des États-Unis, les forces du 14 mars ont ramené le problème sur le devant de la scène. Entretien de

¹²⁹ Entretien de Crisis Group avec Qasem Qasir, journaliste et spécialiste du Hezbollah, Beyrouth, 7 mars 2007.

¹³⁰ Entretien de Crisis Group avec Walid Charara, Beyrouth, 29 mai 2007.

¹³¹ Entretien de Crisis Group avec un cheikh partisan du Hezbollah, Sud-Liban, 23 avril 2007.

¹³² Entretien de Crisis Group avec Nabil Qaouq, représentant du Hezbollah responsable du Sud du pays, Tyr, 11 octobre 2006.

le Hezbollah déclara que sa victoire militaire¹³⁷ l'y autorisait et qu'il aspirait à une position lui permettant de bloquer toute décision qui menacerait la résistance et ses intérêts stratégiques. Nabil Qaouq, chef du mouvement dans le Sud du pays, a déclaré :

Pendant la guerre, nous étions prêts à tout accepter pour assurer l'unité du Liban face à Israël. Ensuite, dès la fin du conflit, nous espérions que nos opposants politiques, comme un seul homme, tiendraient compte de la nouvelle situation. Mais lorsque la guerre prit fin, ils ont continué à nous attaquer politiquement. Nous devons y mettre fin. C'est pourquoi nous avons besoin d'un gouvernement d'unité nationale qui garantirait et protégerait ce que la résistance avait conquis.¹³⁸

Aux yeux du Hezbollah, la crise politique n'est que la poursuite de la guerre par d'autres moyens. Nasrallah ne s'en cache pas : « Ce qui s'est produit depuis la fin de la guerre n'est qu'une prolongation de la guerre d'Israël contre le Liban. Et comme nous avons combattu en juillet et en août, nous combattons demain mais avec d'autres armes et d'autres règles ». ¹³⁹ Nawaf Moussaoui affirme que « le gouvernement s'acharne à vouloir accomplir ce pour quoi Israël a échoué ». ¹⁴⁰ En d'autres termes, le but principal n'est pas d'assurer une participation plus équitable – bien que le Hezbollah ait déclaré que le camp d'Aoun méritait d'être mieux représenté – mais de protéger les armes appartenant au mouvement. Qumati s'explique ainsi : « La participation politique n'est pas ce qui compte pour nous. Nous faisons tout cela pour sauver le pays. C'est la seule manière de nous défendre contre des décisions menaçant

la résistance ou touchant les choix stratégiques et politiques fondamentaux du Liban ». ¹⁴¹

Il est révélateur que le Hezbollah ne demande pas à ce que les ministres proviennent de ses rangs mais plutôt du rang de ses alliés, lui permettant ainsi à la fois de contrôler indirectement le gouvernement et de maintenir une certaine distance à son égard. Les chefs du Hezbollah n'ont pas non plus expliqué comment ils souhaitaient modifier les politiques du gouvernement, autrement qu'en rejetant vaguement l'influence des États-Unis. ¹⁴² Au niveau local, son engagement en politique a eu un coût – précisément les raisons pour lesquelles le Hezbollah était dans un premier temps resté à distance. Il a formé des alliances avec des partenaires inhabituels et s'est engagé dans des pratiques politiques clientélistes. ¹⁴³ Pour Antoine Alouf, chrétien élu sur la liste du Hezbollah à Baalbek, « la conversion d'un mouvement militant et discipliné, capable de fournir des services au sein de ses propres institutions à un mouvement au service des citoyens grâce à des institutions locales s'est révélée une tâche difficile ». ¹⁴⁴ Pour d'autres, l'attractivité du Hezbollah en tant que mouvement de résistance est aussi répandue que les critiques à l'égard de sa gestion au niveau local. ¹⁴⁵

Dans une perspective plus large, s'il veut conserver son image de mouvement politique différent des autres, le Hezbollah devra mettre en place une stratégie politique véritablement réformiste et visant le renforcement de l'État. Il s'agit là d'une tâche difficile qui a peu de chance d'être réalisée : elle impliquerait en effet d'éloigner tous les acteurs qui contrôlent actuellement le système libanais. Plus important encore, cela porterait atteinte aux deux principaux atouts du parti : la résistance (dans la mesure où une force armée indépendante est incompatible avec la construction d'un État central fort) et la relation clientéliste qu'il entretient avec la communauté chiite (dans la mesure où un État véritablement réformé supprimerait ou tout au moins affaiblirait cette fidélité).

Crisis Group avec Abdel Halim Fadlallah, vice-président du centre de recherche du Hezbollah, Beyrouth, 27 avril 2007.

¹³⁷ Lors d'un rassemblement au mois d'octobre 2006, Hachem Safieddine, cousin de Nasrallah et figure importante du comité exécutif du Hezbollah, le *Majlis al-Shura*, déclara : « Lorsque quelqu'un gagne une guerre, il peut exiger ce qu'il veut. Tout ce que nous exigeons c'est l'ouverture du gouvernement, au nom de l'unité nationale », rassemblement pour la Journée mondiale de Jérusalem auquel Crisis Group a assisté, Nabatiyeh, 20 octobre 2006.

¹³⁸ Entretien de Crisis Group avec Nabil Qaouq, Tyr, 17 octobre 2006. Nasrallah a tenu le même discours, affirmant que les forces du 14 mars voulaient « rester au pouvoir, ce qui est devenu problématique : ils ne veulent pas le pouvoir au nom du pouvoir mais parce qu'ils ont pris un certain nombre d'engagements et doivent tenir leurs promesses. Si nous disposons d'une minorité de blocage (*thulth muatal*), ils ne pourront les mener à bien ». Entretien accordé à Al-Jazira, 12 septembre 2006.

¹³⁹ Entretien accordé à la chaîne de télévision Al-Manar. 16 février 2006.

¹⁴⁰ Amal Saad-Ghorayeb, « In their own words », op. cit., p. 6.

¹⁴¹ Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, Beyrouth, 3 février 2006.

¹⁴² Selon Ali Fayyad, le mouvement a mis au point un plan de réformes industrielles mais attendra le règlement de la crise politique pour le rendre public. Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 30 mai 2007.

¹⁴³ Entretiens de Crisis Group avec des hommes politiques locaux proches du Hezbollah et des experts du Hezbollah, Beyrouth, Bekaa, avril-juin 2007.

¹⁴⁴ Entretien de Crisis Group avec Antoine Alouf, Baalbek, 23 avril 2007.

¹⁴⁵ Entretiens de Crisis Group avec des chefs tribaux, al-Nabi Shiit, vallée de la Bekaa ; avec un homme politique local, Baalbek, avril 2007.

2. Contenir l'influence des États-Unis.

En juillet 2003, Crisis Group avait remarqué que le retrait des troupes israéliennes de 2000, en éliminant l'une des principales justifications de la résistance, avait « donné naissance au premier véritable dilemme stratégique [du Hezbollah].¹⁴⁶ Malgré la résonance au sein de la population d'arguments tels que l'occupation des fermes de Chebaa, la détention de prisonniers libanais par Israël et les violations continuelles de la souveraineté libanaise, le parti a eu beaucoup plus de mal à mobiliser le soutien national pour la résistance armée. Crisis Group suggérait à ce moment-là que le mouvement s'orientait de plus en plus vers « la bataille opposant islamisme et nationalisme arabe d'une part et la domination américaine et israélienne d'autre part » ce qui explique son existence en tant que groupe de résistance armée.¹⁴⁷ C'est sans aucun doute le cas aujourd'hui. Depuis la guerre de 2006, le Hezbollah considère que le conflit prédominant l'oppose aux États-Unis et que l'objectif principal est de contrecarrer ses efforts pour redessiner le Moyen-Orient. Les États-Unis, dans cette perspective, sont moins l'instrument d'Israël qu'Israël n'est celui des États-Unis. Un membre du comité politique a déclaré : « nous ne voulons pas faire partie de la sphère d'influence des États-Unis. Nous voulons être une sphère de résistance au projet américain ». ¹⁴⁸ La résistance (*Muqawama*) contre Israël est complétée – certains diraient supplantée – par le refus (*mumana'a*) de l'influence militaire, politique, économique et culturelle des États-Unis. Dans cette bataille, l'Iran, le Hamas et la Syrie sont les alliés du Hezbollah.

Pour le Hezbollah, par conséquent, l'identité du Liban et son comportement à l'égard de ses voisins et des acteurs internationaux sont les enjeux de la lutte sans merci qui déchire actuellement le pays. D'où son opiniâtreté à améliorer l'influence politique du mouvement et à se positionner de manière à pouvoir bloquer les décisions qui s'opposent à sa vision du monde (qu'il s'agisse de son statut armé, de la configuration des forces armées nationales ou des relations avec les pays occidentaux, Israël ou la Syrie).

III. L'IDENTITE ISLAMIQUE DU HEZBOLLAH

La focalisation du Hezbollah sur la scène politique et son souhait d'être mieux entendu ont ravivé les craintes quant à ses intentions sur la scène intérieure. L'une des principales inquiétudes porte sur l'identité islamique du mouvement, qui finira par y revenir et chercher à imposer la loi islamique.

Cette crainte ne manque pas de fondement. Certes, l'organisation affirme que son but ultime est, aujourd'hui, la justice sociale plus que la gouvernance religieuse, le Hezbollah doit encore amender son document fondateur, la « Lettre ouverte » de 1985, qui appelle, entre autres, à l'établissement d'un État islamique et présente le parti comme un « mouvement islamiste djihadiste ». ¹⁴⁹ Il admet que cet objectif ne peut être atteint que par le choix du peuple mais certains aspects de ce comportement sont source d'appréhension. La culture du Hezbollah est profondément religieuse et ses rapports avec l'État restent ambigus. Outre son nom et ses origines – une conséquence de la Révolution iranienne – le mouvement continue à afficher des caractéristiques islamiques. Dans la mesure où il épouse le principe de *wilayat al-faqih*,¹⁵⁰ dont

¹⁴⁹ Pour une analyse approfondie de la Lettre ouverte, voir Joseph Alagha, *The Shifts in Hizbullah's Ideology: Religious Ideology, Political Ideology, and Political Program* (Beyrouth, 2006), p. 36-37. Bien qu'il affirme l'avoir déjà rédigé, le Hezbollah ne semble pas pressé de rendre public son nouveau document ; entretiens de Crisis Group avec des leaders politiques du Hezbollah, Beyrouth, septembre 2007.

¹⁵⁰ La Lettre ouverte de 1985 dit en effet : « Nous nous adressons à tous les peuples arabes et islamiques pour qu'ils sachent que l'expérience musulmane dans l'Iran islamique ne laisse aucune excuse à quiconque, puisqu'elle a prouvé de manière tangible que même sans armes, nos hommes motivés par la foi sont capables, avec l'aide de Dieu, de défaire les régimes tyranniques oppressifs », citée et traduite de l'arabe vers l'anglais dans Norton, op. cit, p. 36. Le Hezbollah adhère au concept issu de la Révolution iranienne de *wilayat al-faqih* (gouvernement du docte, qui soumet le gouvernement à l'autorité suprême des religieux et à la loi islamique, la Charia), qui suit le Guide suprême d'Iran. Naem Qasem, secrétaire général adjoint du Hezbollah, fait une description précise des modalités de l'autorité du Guide suprême sur le mouvement, son autorité religieuse et d'envergure mondiale notamment, lui attribuant un pouvoir décisionnaire en matière de guerre et de paix, *Hezbollah, La méthode, l'expérience, l'avenir* (Beyrouth, 2004), p. 74-78 (en arabe). Pour une explication approfondie du concept de *wilayat al-faqih* (*velayat-e fakih* en Farsi, nom du concept en Iran), voir rapport Moyen-Orient/Afrique du Nord n°37 de Crisis Group, *Comprendre l'islamisme*, 2 mars 2005, p. 22-23; ainsi que le rapport Moyen-Orient N°5 *Iran: The Struggle for the Revolution's Soul*, 5 août 2002, et le rapport Moyen-Orient N°55, *Iraq's Muqtada Al-Sadr: Spoiler or Stabiliser?*, 11 juillet 2006.

¹⁴⁶ Briefing de Crisis Group, *Rebel Without a Cause?*, op. cit., p. 7.

¹⁴⁷ Ibid, p. 18.

¹⁴⁸ Entretien de Crisis Group avec Ghalib Abu Zeinab, Beyrouth, 13 septembre 2006.

l'acceptation est une condition préalable pour rejoindre les rangs du parti, il reconnaît l'autorité du Guide suprême de l'Iran tant au niveau politique qu'au niveau religieux.

De la même façon, le parti continue à être dirigé essentiellement par des religieux qui jouent également un rôle important dans l'éducation politique et religieuse des militants. Ceux-ci sont appelés les « fils de Mohammad et d'Ali »¹⁵¹ et ceux qui meurent au combat sont célébrés comme des martyrs djihadistes et des exemples à suivre.¹⁵² Lors des événements importants, comme les funérailles de « martyrs », le Hezbollah déploie les bannières du parti et non le drapeau du pays.¹⁵³

Au niveau local, on constate cependant la présence concrète d'une perspective chiite bien ancrée. Bien que le Hezbollah ne soit pas à l'origine du renouveau de l'islamisation de la communauté,¹⁵⁴ il l'a tout de même

promue de diverses manières – en finançant des religieux, en ouvrant des fondations et des écoles religieuses mais aussi, de manière certes moins agressive au cours du temps,¹⁵⁵ l'imposition de règles morales dans certaines zones majoritairement chiites, notamment dans les villages du Sud et de la vallée de la Bekaa où le chiisme est la seule confession existante. Dans cette dernière catégorie, on trouve l'obligation pour les femmes de porter le voile, l'interdiction d'événements culturels considérés contraires à l'islam et la ségrégation entre les hommes et les femmes. La pression que le Hezbollah fait réellement peser dépend de l'autorité qu'il exerce au niveau local ; les grandes disparités et des comportements contradictoires peuvent être observés, ainsi que la preuve que la position la plus radicale est souvent adoptée sans l'approbation de l'autorité centrale.¹⁵⁶

Cela dit, une vision stratégique du Hezbollah semblerait rejeter toute tentative d'imposition de la loi islamique. Comme nous l'avons vu précédemment, l'intérêt du mouvement en matière de politique intérieure ne tient pas principalement d'une stratégie sur le plan national, qui consisterait à réformer les institutions ou à imposer sa vision religieuse. Son objectif avoué est plutôt de protéger le Liban de ce qu'il considère comme un

¹⁵¹ Voir notamment les derniers CD produits par le Hezbollah sur la guerre de juillet 2006.

¹⁵² Cela dit, et bien que l'on sache que certains attentats suicides sont imputables au Hezbollah, ils ne portent pas son sceau et ne prouvent en rien qu'une stratégie islamiste soit à l'œuvre. Les attentats suicides au Liban étaient le fait, au départ, d'organisations séculaires ; selon un chercheur libanais, sur 38 attentats orchestrés par des organisations libanaises entre 1982 et 1999 contre l'armée israélienne et la milice libanaise qu'elle avait mise en place, seules treize l'ont été par le Hizbollah. Voir Kinda Chaib, « Le martyr au Liban », in Franck Mermier et Elisabeth Picard, *Liban : Une guerre de 33 jours* (Paris, 2007), p. 131. Un ancien combattant du Hezbollah a déclaré que l'organisation n'était pas particulièrement en faveur des attentats-suicides car elle ne souhaitait pas perdre sa main d'œuvre inutilement ; entretien de Crisis Group avec un ancien combattant du Hezbollah, Nabatiyeh, 20 octobre 2006. Même chez les militants du Hezbollah, la motivation principale semble être le nationalisme (la libération de leur terre) ou la revanche, plutôt que la religion ; entretien de Crisis Group avec Kinda Chaib, Beyrouth, 30 mars 2007.

¹⁵³ Il existe des exceptions, notamment lors d'événements destinés à un public étranger. Ce fut le cas des manifestations de masse de décembre 2006, lorsque les dirigeants demandèrent à leurs partisans d'élever le drapeau national. Quand les foules se rapprochèrent du centre de Beyrouth, Crisis Group observa des militants du Hezbollah déployés sur tous les grands axes, substituant méthodiquement les drapeaux du pays aux drapeaux libanais.

¹⁵⁴ Le processus avait déjà commencé dans les années quarante et cinquante avec les charismatiques religieux Abdel Hussein Charaffedine et Mohsen al-Amin. Moussa Sadr prit le relais dans les années soixante et soixante-dix, avec l'aide de Mohamed Mehdi Chamseddine et Mohamed Hussein Fadlallah. Entretien de Crisis Group avec les cheikhs Mohamed Ali Hajj et Adib Haydar, Beyrouth, avril-mai 2007. Selon les dires d'un certain nombre de personnes, Amal, en particulier, a imposé des règles strictes dans certaines zones qu'il contrôlait, allant jusqu'à interdire la consommation d'alcool et à fermer les établissements qui en vendaient ; entretiens de Crisis Group avec des habitants

d'Ayta Chaab et Shuhour, avril-mai 2007. Un militant communiste originaire d'un village à la frontière d'Israël affirme que les partisans de Fadlallah ont tiré parti de la répression israélienne et syrienne des groupes de gauche et nationalistes afin d'élargir leur influence. « En poursuivant les militants libanais et palestiniens, Israël et la Syrie ont laissé entrer les forces religieuses et les partis confessionnels dans le jeu. Lorsque ces militants ont été forcés de fuir de leurs villages au milieu des années soixante-dix, les partisans de Fadlallah sont arrivés pour exercer leur influence sur la communauté chiite ». Entretien de Crisis Group avec un ancien militant de l'Organisation de l'action communiste, Ayta Chaab, 25 mars 2007.

¹⁵⁵ Entre 1985 et 1991, sous la direction de Sobhi Toufayli, le Hezbollah a mené un programme agressif d'islamisation. Entretien de Crisis Group avec des hommes politiques et des étudiants, Baalbek, avril 2007.

¹⁵⁶ Dans certains villages contrôlés par le Hezbollah et où Crisis Group s'est rendu, la majorité des femmes ne portaient pas le voile ; dans d'autres, les femmes dans ce cas sont victimes d'ostracisme. Cette pression est moins forte dans les banlieues sud de Beyrouth ; le nombre de femmes non voilées assistant aux discours de Nasrallah est bien plus élevé que par le passé. Même dans ces quartiers, cependant, les habitants ont fait part à Crisis Group de la séparation des sexes dans les centres sportifs et de la tentative répandue chez les militants du Hezbollah d'imposer leurs règles. Entretien de Crisis Group, quartiers du sud de Beyrouth, mars-avril 2007. Ailleurs, les militants du Hezbollah ont interrompu des événements tels que des cérémonies appelées *zajal* (compétition de poésie improvisée). Entretien de Crisis Group avec un chercheur travaillant au sein de la communauté chiite, Beyrouth, janvier 2007.

engagement extérieur dangereux. Cette affirmation est bien entendu discutable : le Hezbollah, comme l'on peut s'y attendre, dénonce l'ingérence des États-Unis mais pas celle de la Syrie et se montre bien plus préoccupé par la détention de prisonniers par Israël que par la Syrie. Mais les priorités qu'il affirme mettre en avant ont peu à voir avec une stratégie islamique et encore moins chiite pour le Liban.

Plus important encore, le Hezbollah est parfaitement conscient que toute imposition de la loi islamique par la force provoquerait immédiatement de violents affrontements interconfessionnels, une *fitna* qui porterait gravement atteinte à l'image du mouvement, mettrait fin à toute prétention à représenter une résistance arabe et islamique de grande ampleur et le relèguerait au rang de simple parti chiite. Ceci explique à la fois sa tentative de rallier d'autres groupes confessionnels (notamment en adaptant son attitude et en niant toute arrière-pensée d'ordre religieux)¹⁵⁷ et ses efforts pour éviter la violence à l'intérieur du pays. Comme nous l'avons vu, il a joué un rôle relativement modérateur au sein de l'opposition. Dès le début de la crise politique, il a rejeté en bloc le départ forcé du Premier ministre, expliquant que « le jeu libanais n'admet pas un tel comportement. Cela monterait inévitablement un front uni de toutes les communautés contre nous et finirait par faire éclater une guerre civile ».¹⁵⁸

Si la crise actuelle a accentué les regroupements autour des différentes confessions et ainsi limité l'attractivité transconfessionnelle du Hezbollah, le mouvement ne s'est pas orienté vers une stratégie plus islamique pour autant. Paradoxalement, cela pourrait avoir fourni un argument de plus en faveur de la modération religieuse : le Hezbollah dépend surtout de la communauté chiite, il doit donc être écouté par tous les chiites et les rassurer,

et y compris ceux (telle la bourgeoisie exilée dont il a besoin du soutien financier) qui n'épousent ni la vision militante ni la vision religieuse.¹⁵⁹ Un ancien nassériste chiite, qui soutient aujourd'hui le Hezbollah, a déclaré : « le jour où le Hezbollah commencera à poser des questions telles que 'pourquoi votre fille n'est-elle pas voilée ?' ou bien 'pourquoi ne priez-vous pas ?' je serai le premier à m'y opposer ».¹⁶⁰ Selon Nabil Qawuq, cette tendance remonte au retrait israélien de 2000 : « L'ennemi ayant quitté le pays, le Hezbollah a gagné en visibilité et commence à toucher un public qui n'est pas nécessairement religieux ».¹⁶¹ Ainsi, si des codes religieux stricts perdurent au sein du mouvement (aux événements ouverts uniquement au Hezbollah, les femmes sont presque invariablement voilées), il est attentif, dans le monde extérieur, à renvoyer une image moins confessionnelle et plus politique.

Rien de cela n'exclut un retour potentiel à une position plus radicale et plus religieuse mais il faudrait pour cela des clivages bien plus forts sur la scène intérieure. En conclusion, les contraintes politiques auxquelles le Hezbollah est confronté et son sens des priorités – plutôt que la conversion théologique – sont les meilleurs remparts contre une telle dérive. Il en résulte une situation ambiguë qui nourrit et explique les craintes d'un éventuel programme dissimulé : un credo profondément islamiste au niveau local tout en évitant scrupuleusement de lancer un programme religieux sur la scène nationale.¹⁶²

¹⁵⁷ Invoquant des exigences politiques, Nasrallah enfrenait les règles chiites en permettant à un imam sunnite de dire la prière au rassemblement du 8 décembre 2006 qui réunit les chiites et les sunnites partisans de Fathi Yakan. D'autres compromis au nom de l'opportunité politique ont été faits pendant la guerre. La chaîne de télévision du Hezbollah diffusait en continu la chanson « Préparez vos armes » interprétée par le crooner romantique égyptien Abdel Halim Hafez, bien que le mouvement interdise en règle générale ce type de musique. En ce qui concerne cet exemple, le parti sentait qu'il pouvait attirer un public arabe plus large en utilisant des produits culturels évocateurs. Entretien de Crisis Group avec Nabil Qaouq, dirigeant du Hezbollah dans le Sud du Liban, Tyr, 17 octobre 2006. Plus généralement, le Hezbollah s'est montré pragmatique lorsqu'il a imposé ses règles islamiques : plus agressif là où la population est en majorité chiite et moins là où elle est mixte. Entretiens de Crisis Group, villages du Sud et de la vallée de la Bekaa, mi-2007.

¹⁵⁸ Entretien de Crisis Group avec un représentant du Hezbollah, Beyrouth, 14 juin 2007.

¹⁵⁹ Entretien de Crisis Group avec Nabil Qandil, ancien législateur chiite pro-syrien, Beyrouth, 14 mai 2007.

¹⁶⁰ Entretien de Crisis Group avec Abou Ali, ancien chef militaire de la milice mourabitoun, Beyrouth, 29 avril 2007.

¹⁶¹ Entretien de Crisis Group avec Nabil Qaouq, Tyr, 17 octobre 2006.

¹⁶² Norton écrit : « Les sceptiques et les opposants ont, par conséquent, l'image d'un parti ambivalent et probablement dissimulateur, perception que l'attitude du Hezbollah n'a cessé d'exacerber depuis le début du vingt-et-unième siècle », op. cit, p. 46.

IV. LE HEZBOLLAH ET LE NOUVEL « AXE DU MAL »

Né dans le sillage de la Révolution iranienne, épousant ouvertement les fondements de sa doctrine idéologique, particulièrement dépendant du soutien iranien et bénéficiant d'un partenariat stratégique avec la Syrie, le Hezbollah, depuis le début, fait partie d'un système régional complexe. Cependant, les liens entre l'Iran et la Syrie sont compliqués, subtiles et évolutifs, ils ne se limitent pas à une relation d'agent à son chef

A. UNE AUTONOMIE RELATIVE ET LIMITEE

Entre 1982 et 1985, le Hezbollah est devenu à la fois une conséquence de l'invasion israélienne au Sud-Liban en 1982 et une extension de la Révolution iranienne de 1979. En effet, à l'origine, le mouvement était un véritable produit de la révolution ;¹⁶³ plusieurs milliers de gardiens de la révolution iraniens auraient été déployés dans la vallée de la Bekaa afin d'aider à former ses militants. Idéologiquement, l'Iran se trouvait toujours en phase révolutionnaire, mû par le désir d'exporter son modèle et adhérant à une vision large du concept de *wilaya al-faqih* qui exigeait l'allégeance totale (*wilaya mutlaqa*) au Guide suprême de la révolution, l'ayatollah Khomeyni.¹⁶⁴ À cette époque, selon Sobhi Toufayli, premier secrétaire général du parti entre 1989 et 1991, l'Iran avait son mot à dire dans toutes les décisions importantes du Hezbollah.¹⁶⁵

La mort de l'ayatollah en 1989 mit en marche un processus grâce auquel le Hezbollah put gagner une certaine indépendance par rapport à Téhéran. La nature de cette relation changea parallèlement à la transformation du régime iranien ; l'objectif de Téhéran consistait moins en l'exportation de son modèle révolutionnaire qu'en le maintien de liens politiques étroits. Selon cheikh Yusuf Subayti, directeur d'une école religieuse et proche du Hezbollah, « il s'agit aujourd'hui d'une relation politique qui n'est plus fondée sur le concept religieux de *wilayat al-faqih* ». ¹⁶⁶ L'autonomie du Hezbollah est relative, elle dépend encore beaucoup

de l'armée iranienne et de son aide financière, de l'entraînement qu'elle fournit et de son soutien en général. Ses dirigeants sont également profondément fidèles à la Révolution iranienne, dont la sauvegarde est une priorité. Mais Téhéran n'est plus aussi envahissante qu'elle ne l'était auparavant.

Le Hezbollah a toujours cherché des sources financières indépendantes, ce qui lui a permis de créer un réseau social impressionnant en faveur de la communauté chiite (avec des organisations caritatives, des écoles, des hôpitaux et le versement de subventions aux familles des « martyrs »). La décision de l'actuel Guide suprême iranien, Khamenei, de déléguer certains de ses pouvoirs, a permis au Hezbollah de lever une taxe religieuse (*khums*) s'élevant à 20 pour cent du revenu annuel à payer au chef religieux (*marjaa al-taqlid*).¹⁶⁷ La diaspora chiite libanaise qui, proportionnellement, est plus aisée que la population locale, est également prélevée.¹⁶⁸ En outre, les contributions volontaires provenant des expatriés chiites, libanais ou non après la guerre de 2006 auraient été assez élevées.¹⁶⁹ De plus, le Hezbollah fait appel aux donations lors d'événements particuliers et encourage l'autofinancement chez ses membres. Le grand centre hospitalier du sud de Beyrouth (*al-rasul al-a'dham*), par exemple, se financerait uniquement grâce à ses ressources propres. Néanmoins, l'argent iranien demeure une source importante de financement : la reconstruction des zones chiites détruites pendant la guerre de 2006 et les compensations versées aux civils, par exemple, ont été presque entièrement prises en charge par des fonds iraniens.¹⁷⁰

Les relations avec la Syrie ont également évolué, cette fois parallèlement à la modification des liens entre Damas, Téhéran et Beyrouth. En 1990, lorsque la communauté internationale décida de faire du Liban, qui sortait d'une terrible guerre civile de quinze ans, un protectorat quasi-syrien, le Hezbollah dut s'adapter. Pour la Syrie, le mouvement représentait une carte à utiliser dans un contexte de négociations épisodiques avec Israël. L'influence de Damas sur le Hezbollah était à son comble, avec un contrôle strict sur les opérations militaires et

¹⁶³ Qasem Qasir, journaliste et spécialiste du Hezbollah, explique que le Hezbollah était structurellement lié à la révolution iranienne. Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 7 mars 2007.

¹⁶⁴ Entretien de Crisis Group avec Mahmoud Qumati, Beyrouth, 3 février 2007.

¹⁶⁵ Entretien de Crisis Group avec Sobhi Toufayli, Baalbek, 5 avril 2007.

¹⁶⁶ Entretien de Crisis Group avec Yusuf Subayti, Kafra, 27 avril 2007.

¹⁶⁷ Jusqu'en 1995, l'impôt était reversé au Guide suprême d'Iran, mais ce sont aujourd'hui ses représentants libanais, Hassan Nasrallah et Mohammad Yazbek, qui le perçoivent. Voir Joseph Alagha, op. cit, p. 286.

¹⁶⁸ Entretien de Crisis Group avec Abdel Halim Fadlallah, Beyrouth, 27 avril 2007.

¹⁶⁹ Entretien de Crisis Group avec Nasser Qandil, ancien parlementaire pro-syrien, Beyrouth, 14 mai 2007.

¹⁷⁰ Officiellement, le Hezbollah affirme avoir injecté 380 millions de dollars dans l'aide à la reconstruction et pour la compensation financière des familles des victimes des attaques israéliennes. Entretien de Crisis Group avec Abdel Halim Fadlallah, 23 septembre 2007.

l'ingérence permanente dans les décisions politiques. Préoccupée par le pouvoir que pourrait gagner tout parti libanais, la Syrie monta les mouvements chiites les uns contre les autres, poussa le Hezbollah à céder des sièges parlementaires à Amal et apporta son soutien à cheikh Toufayli lorsqu'il se brouilla avec le mouvement. En 1993, l'armée libanaise et les FSI (les forces de sécurité intérieure), alors sous contrôle syrien, réprimèrent violemment une manifestation contre les accords d'Oslo organisée par le Hezbollah, tuant treize personnes et en blessant des dizaines.¹⁷¹

Le retrait du Liban de l'armée syrienne, en 2005, ainsi que la fin de son contrôle direct tournèrent une nouvelle page dans l'histoire de leur relation. Bien que la Syrie soit le seul passage possible pour le transit des armes iraniennes vers le Hezbollah, ce dernier a étendu sa marge de manœuvre. Il agit avec davantage d'autonomie politique, comme l'a montré l'arrangement électoral avec la coalition du 14 mars particulièrement anti-syrienne et le rapprochement avec Michel Aoun qui s'en est suivi.¹⁷² La fin de sa tutelle sur le Liban a réduit la liberté d'action de la Syrie tout en incitant le Hezbollah à adopter une nouvelle stratégie à l'intérieur du pays de manière à protéger ses intérêts. Sur ces questions comme sur d'autres, le mouvement a agi différemment des alliés libanais traditionnels de la Syrie plus enclins, par exemple, à encourager l'instabilité et le chaos au Liban.¹⁷³ Le statut du Hezbollah dans le monde arabe et musulman lui a également permis de renforcer sa situation. Selon Akram Tleiss, ancien conseiller du Hezbollah travaillant aujourd'hui pour Amal, « depuis que la Syrie a quitté le Liban, elle n'intervient vis-à-vis du Hezbollah que lorsque

ses intérêts vitaux sont en jeu. Elle ne se mêle plus des affaires courantes ». ¹⁷⁴

Cependant, l'autonomie accrue du Hezbollah ne représente aucunement la fin ni même une crise de son alliance avec l'Iran et la Syrie. Il ne faut pas non plus la percevoir, comme le font certains observateurs, comme une inversion dans les relations de pouvoir avec la Syrie, à la faveur du gouvernement chiite qui prendrait le dessus. Il s'agit plutôt de l'occasion de redistribuer le pouvoir et les rôles dans une relation complexe, pragmatique et fluide en constante discussion mais particulièrement solide.¹⁷⁵

B. NATURE DES ALLIANCES AVEC LA SYRIE ET L'IRAN

Les descriptions de l'alliance entre l'Iran, la Syrie et le Hezbollah tournent souvent à l'exagération et à la caricature. Il ne s'agit pas, pour commencer, d'une relation fondée sur la religion, expression de l'émergence d'un axe chiite militant. Cette vision a été particulièrement populaire après la guerre de 2006 au Liban et dans le contexte d'une avancée chiite en Irak.¹⁷⁶ L'Iran, ses alliés irakiens, le Hezbollah et même la Syrie sont considérés par certains comme les membres principaux d'une coalition fondée en partie, au moins, sur une base confessionnelle commune.

La réalité est bien plus compliquée. La Syrie est dirigée par une minorité alaouite, dont les croyances et la culture ont peu à voir avec le chiisme. Les chiites ont tendance à considérer ses membres comme des infidèles ; peu d'alaouites de l'élite politique syrienne sont pratiquants ; et la plupart ont une vision relativement séculaire et moderne de la vie. Les opposants au régime qualifient souvent

¹⁷¹ Joseph Alagha, op. cit, p. 286.

¹⁷² La Syrie semblait dans un premier temps relativement sceptique quant à l'alliance avec Aoun. « Son retour au Liban a été un choc pour les Syriens. Le discours qu'il prononça à son arrivée à l'aéroport, lors duquel une page fut définitivement tournée sur son opposition particulièrement agressive à la Syrie, en déclarant que le Liban était aujourd'hui souverain et que les temps avaient changé, les rassura. Mais il est toujours perçu comme un électron libre. Il ne fut que rarement présenté dans les médias officiels syriens, jusqu'à ce qu'il se montre solidaire du Hezbollah lors des affrontements du début de l'année 2007, et son absence demeure notable par rapport aux personnalités pro-syriennes telles que Wiam Wahab. Les visites libanaises à Damas font l'objet d'une information officielle ou bien sont divulgués aux médias arabes, et Aoun donne l'impression de ne jamais avoir envoyé personne en Syrie ». Entretien de Crisis Group avec un journaliste syrien, Damas, septembre 2007.

¹⁷³ Après le discours provocateur du président Bachar el-Assad du 15 août 2006 accusant le gouvernement de Fouad Siniora d'être un « produit israélien », les alliés les plus fidèles de la Syrie (comme le courant de l'Unité libanaise, le Parti démocratique libanais, et le Parti populaire syrien) l'ont suivi et se sont soulevés contre le Premier ministre. Le Hezbollah, à l'inverse, fit d'abord preuve de retenue.

¹⁷⁴ Entretien de Crisis Group avec Akram Tleiss, Beyrouth, 3 mai 2007.

¹⁷⁵ Un observateur arabe remarque que les relations syro-iraniennes constituent « le rapport le plus stable au Moyen-Orient depuis vingt-cinq ans », entretien de Crisis Group, août 2007. Bien qu'elles soient plus récentes, on peut affirmer plus ou moins la même chose des relations entre la Syrie, l'Iran et le Hezbollah.

¹⁷⁶ Le Roi Abdallah de Jordanie évoqua en premier lieu la notion de « croissant chiite », qui s'étendrait de l'Iran au Liban, dans un entretien accordé au *Washington Post*, le 8 décembre 2004. Cette expression est devenue le slogan des opposants au Hezbollah, surtout des chefs religieux sunnites. Entretien de Crisis Group avec des dirigeants et des religieux salafistes, Tripoli, juin-juillet 2006, mai 2007. La prétendue influence grandissante de l'Iran sur Damas a donné lieu en Syrie et chez les observateurs extérieurs à des spéculations autour de l'« iranisation » ou la « chiitisation » du pays. Voir Andrew Tabler, « Catalytic Converters », *The New York Times Magazine*, 29 avril 2007.

ce dernier de « chiite », l'adjectif étant perçu comme une véritable insulte, non parce qu'il reflète une réalité.

De même, les liens de plus en plus forts entre l'Iran et la Syrie ont donné lieu à toutes sortes de rapports sur la supposée « chiitisation » de la Syrie. Certains, tout en n'étant pas réfutables, exagèrent leur propos (l'Iran pratique un prosélytisme plus actif mais ne s'intéresse qu'aux Syriens les plus pauvres et de manière bien moins répandue que ce que l'on croit) ; il s'agit pour beaucoup de pures inventions (le régime syrien n'a pas promu les derniers convertis au chiisme à des postes à responsabilité dans l'appareil sécuritaire).¹⁷⁷ Le régime tolère plutôt des manifestations visibles de pratique religieuse sunnite de manière à asseoir sa légitimité au sein d'un public de plus en plus réceptif au discours islamique.¹⁷⁸ Il est vrai qu'à la suite de la guerre au Liban, le régime avait mis l'accent sur son alliance en placardant des photos d'el-Assad à côté de celles de Nasrallah et du président iranien Ahmadinejad. Cependant, la position du Hezbollah en Syrie ayant souffert de l'éclatement entre les confessions dans la région, cette alliance a pris fin de manière relativement abrupte.¹⁷⁹

Ces derniers temps, l'Iran se montre peu enclin à exercer sa domination sur l'ensemble de la communauté chiite du Liban, préférant tisser des liens politiques et idéologiques avec le Hezbollah. Ce qui rappelle un lointain souvenir, celui de Téhéran intervenant sur la scène religieuse libanaise.

Cette relation à trois n'est pas exempte de tensions. Les discussions avec des membres du Hezbollah révèlent une profonde et durable méfiance à l'égard du régime syrien. Pour certains, sa violente répression contre les Frères musulmans dans les années soixante-dix et quatre-vingt démontre son programme anti-islamique ;¹⁸⁰ d'autres sont particulièrement critiques vis-à-vis de ses penchants

¹⁷⁷ « Eye of the Storm: The 'Iranisation' of Syria », *The Jerusalem Post*, 1^{er} novembre 2006.

¹⁷⁸ Lors de la campagne pour les élections parlementaires de mai 2007, par exemple, de nombreux candidats puisèrent dans les sources religieuses de la légitimité pour compenser leur absence de programme politique.

¹⁷⁹ Pendant les mois qui suivirent la guerre, les Syriens, qui avaient applaudi la performance militaire du Hezbollah, se retournèrent rapidement et contre toute attente contre le mouvement chiite. Cette réaction fut certainement due à l'éclatement sectaire qui s'était intensifié en Irak et répandu dans la région. Les terribles images de l'exécution de Saddam Hussein (et les moqueries de gardiens chiites) ne firent que renforcer l'hostilité à l'égard des chiites. Un certain nombre de sunnites syriens, qui auparavant étaient indifférents à Saddam Hussein et soutenaient le Hezbollah, devinrent, après avoir visionné ces images, anti-chiites. Entretiens de Crisis Group, janvier 2007.

¹⁸⁰ Entretiens de Crisis Group avec des membres du Hezbollah, Beyrouth, vallée de la Bekaa, Sud-Liban, février-juin 2007.

autoritaires. La passivité de la Syrie durant la guerre de 2006, ainsi que la rapidité avec laquelle elle revendiqua un rôle essentiel dans la « victoire divine » du Hezbollah, provoqua une certaine amertume au sein de la base. Niant tout lien émotionnel, un membre du bureau politique du parti a déclaré : « notre relation est strictement politique ».¹⁸¹ De son côté, la Syrie, compte tenu de son besoin impérieux de contrer un tribunal international qui, à ses yeux, n'est que l'instrument d'une politique hostile des États-Unis, aurait certainement préféré voir le parti chiite adopter une position encore plus inflexible au Liban, de manière à bloquer le processus judiciaire et à renverser le gouvernement de Siniora.

Les différences entre l'Iran et la Syrie sont de plus en plus flagrantes et sont présentes sur toutes les scènes majeures de la région. Si l'Iran a exclu toute discussion avec Israël et a appelé ouvertement à sa destruction, la Syrie continue à affirmer sa volonté de négocier et, si un accord de paix venait à être signé, à normaliser leurs relations. Depuis la guerre en Irak, l'Iran soutient largement les groupes chiites et les milices ; la Syrie, bien qu'elle ait récemment renforcé ses liens avec le gouvernement, a apporté son aide aux insurgés sunnites et aux anciens baasistes qui voyaient Téhéran comme leur principal ennemi. Enfin, les deux pays ont des priorités différentes au Liban. La Syrie, qui cherche à bloquer le tribunal international quel qu'en soit le prix, semble vouloir déstabiliser son voisin, quitte à aggraver l'éclatement et, par conséquent, à ce que le Hezbollah apparaisse davantage comme un parti confessionnel. L'aspiration iranienne à un leadership panislamique et sa volonté de sauvegarder un investissement de plusieurs années auprès du Hezbollah impliquent d'éviter une dangereuse confrontation confessionnelle à l'intérieur du pays. Téhéran a également tenté de rétablir ses relations avec Riyad dans un effort de médiation conjoint, qui aurait échoué à cause de son manque d'intérêt pour le problème de la Syrie à l'égard du tribunal. Bien que les relations entre le Hezbollah et l'Iran soient les plus solides au sein de cette alliance tripartite, la Syrie demeure un élément indispensable pour l'un comme pour l'autre.

Finalement, en dépit de négociations et de compromis souvent difficiles, les trois acteurs semblent capables de mettre de côté leurs différences et désaccords lorsqu'il s'agit de mettre en œuvre des priorités stratégiques communes. Cette relation s'est avérée considérablement durable et ce pour différentes raisons à différents moments. Aujourd'hui, ils sont réunis par un combat commun contre Israël et, plus important encore, par leur perception des aspirations des États-Unis à l'hégémonie. Aux dires du Hezbollah, ils forment à eux trois un « Front du refus » (*jabhat al-mumana'a*) qui, théoriquement, est ouvert à qui

¹⁸¹ Entretien de Crisis Group avec un membre du bureau politique du Hezbollah, Beyrouth, 23 novembre 2006.

veut remettre en cause l'influence des États-Unis au Moyen-Orient, que ce soit le Hamas, les petits partis libanais pro-syriens, la Syrie ou l'Iran.

Les clefs de cette relation sont donc les dynamiques régionales et pas seulement les dynamiques libanaises. Les armes fournies par l'Iran au Hezbollah ne visent pas à établir une République islamique et son assistance financière et matérielle n'est pas destinée à améliorer les conditions économiques et sociales de la communauté chiite. Même lorsqu'il défend les intérêts syriens, en s'opposant au tribunal international par exemple, le Hezbollah ne cherche pas à rétablir la tutelle syrienne sur le Liban. Chacune des trois parties a ses propres intérêts mais leur priorité, dans un environnement régional particulièrement morcelé, est de renforcer leur alliance face aux ennemis communs. L'issue n'est pas toujours évidente et elles sont toutes trois impliquées dans une série de compromis implicites.

Les récents événements autour de l'agitation politique au Liban en sont une excellente illustration. En 2005, le Hezbollah organisa des manifestations de masse afin de remercier Damas et d'exprimer sa gratitude pour sa présence militaire, au moment où les intérêts vitaux de la Syrie étaient en jeu, malgré le prix que cela a pu avoir sur la scène intérieure : les efforts du Hezbollah pour empêcher la mise en place du tribunal nuisent à son image, qui devint celle du pantin de la Syrie, le privant ainsi d'une grande partie de la sympathie qu'il avait acquise chez les non-chiites après la guerre de 2006 et contribuant à la division confessionnelle du pays. L'Iran, peu enclin à ignorer les objections de la Syrie, condamna l'effort de médiation qu'il avait entrepris avec l'Arabie Saoudite, barrant ainsi la route à l'un des objectifs régionaux de Téhéran. Puisque pour la Syrie, le tribunal, en tant que tentative évidente des États-Unis de déstabiliser le régime et d'affaiblir le Front du refus de manière irrémédiable, n'est pas envisageable, le Hezbollah et l'Iran étaient prêts à subordonner leurs intérêts à l'objectif ultime de le bloquer, prolongeant par là même l'impasse libanaise.

Cette relation fonctionne également dans l'autre sens : en août 2006, la Syrie se sentit obligée d'accepter la résolution 1701 malgré la profonde inquiétude que suscitait l'idée de troupes américaines déployées sur ses frontières,¹⁸² surtout parce que le Hezbollah devait mettre fin à la guerre avant que son bilan ne soit trop

lourd.¹⁸³ La question, restée pour le moment sans réponse, est de savoir si cette relation survivra en cas d'opposition entre les intérêts vitaux de deux des parties, en cas d'accord de paix israélo-syrien par exemple. Le fait que leurs liens se resserreront dans un climat de confrontation régionale ne fait cependant aucun doute.

¹⁸² La Syrie menaçait de fermer sa frontière avec le Liban, si les soldats onusiens du maintien de la paix y étaient déployés, un acte qu'elle considérait comme une déclaration de guerre. « Syria Warns over UN Peacekeepers », BBC, 24 août 2006.

¹⁸³ Entretien de Crisis Group avec Nawaf Moussaoui, représentant du Hezbollah pour les relations extérieures, Beyrouth, 18 août 2006.

V. CONCLUSION

Des éléments contradictoires sont à l'œuvre au Liban. D'une part, le cycle de violence déstabilisatrice et la rhétorique provocatrice ont repris avec l'assassinat, le 19 septembre 2007, d'un parlementaire des forces du 14 mars, Antoine Ghanem. La coalition du 14 mars, relayée par Washington et Paris, y vit immédiatement la main de la Syrie. La majorité libanaise accusa Damas de chercher à supprimer son avantage parlementaire par l'élimination physique des législateurs, un par un. Le ministre français des Affaires étrangères annula une rencontre prévue avec son homologue syrien, expliquant qu'il était « extrêmement choqué par ce dernier assassinat ».¹⁸⁴ Saad Hariri alla plus loin, déclarant que le régime syrien ne mettrait jamais fin aux meurtres puisque « c'est sa manière de procéder » et concluant que « la solution ne se résume pas à se débarrasser du régime de Saddam mais aussi de celui de Bashar ».¹⁸⁵ Les milices se réarment également à une vitesse inquiétante, notamment au sein des différents groupes chrétiens rivaux.

D'autre part, des perspectives demeurent quant à un accord sur la tâche la plus urgente, l'élection d'un nouveau président. Même après l'assassinat, des voix s'élèvent des deux côtés en faveur d'un compromis tandis que des acteurs extérieurs (la France, l'Arabie saoudite et l'Iran notamment) semblent prêts à trouver une solution en cherchant un candidat consensuel plutôt que celui qui répond parfaitement à leurs visées politiques.¹⁸⁶ L'initiative menée par Nabih Berri, dans laquelle l'opposition renoncerait à sa demande de

formation d'un gouvernement d'unité nationale à ce stade, à condition que les parties s'accordent sur un candidat consensuel aux deux tiers de la majorité, fut accueillie favorablement par les partis de tout le spectre politique.¹⁸⁷ Il disposait probablement également de la bénédiction de la Syrie car il est difficile d'imaginer que Berri ait pu lancer une telle initiative dans le cas contraire. Les contacts entre la majorité et l'opposition ont redoublé.

L'assouplissement relatif des positions de l'opposition s'explique de diverses manières. Il pourrait refléter l'inutilité que revêt désormais un gouvernement d'unité nationale, puisqu'un nouveau gouvernement sera formé après les élections. L'opposition pourrait également avoir compris que son autre stratégie, qui consistait en bloquer les élections et, si les forces du 14 mars avaient élu un président à la majorité simple, en créer des institutions étatiques parallèles, était trop risquée : un tel gouvernement manquerait d'autorité et ne serait certainement reconnu que par la Syrie et l'Iran, accentuant ainsi son isolement ; tous les troubles qui en résulteraient coûteraient particulièrement cher au Hezbollah et, par suite, à l'Iran. Un diplomate occidental interpréta même cette initiative comme une habile action de la Syrie : « Grâce à l'initiative de Berri, la Syrie conserve un droit de veto sur le président. En fin de compte, elle pourrait voir arriver un président qui lui convient, puis un gouvernement avec une forte présence de l'opposition et les honneurs de la communauté internationale pour sa coopération ».¹⁸⁸ Ainsi, et comme l'a dit l'ancien Premier ministre Najib Mikati, « trouver une solution était auparavant une mission impossible. Aujourd'hui, elle n'est plus que difficile ».¹⁸⁹

Au-delà du choix d'un président acceptable par tous, bien entendu, toute solution devra tenir compte de la question des armes du Hezbollah, qui ne peut être ni complètement

¹⁸⁴ *Naharnet*, 27 septembre 2007. À la question de savoir si son gouvernement avait des preuves de l'implication de la Syrie, un diplomate français répondit : « Aucune preuve. Aucun doute ». Entretien de Crisis Group, New York, 26 septembre 2007. L'opposition et la Syrie rejetèrent l'accusation, arguant que l'assassinat visait à torpiller l'initiative de Nabih Berri permettant de trouver un candidat consensuel.

¹⁸⁵ *Naharnet*, 27 septembre 2007.

¹⁸⁶ Selon le leader de la coalition du 14 mars, Walid Joumblatt, Riyad fait pression sur Hariri afin qu'il accepte un candidat consensuel pour les élections présidentielles. Joumblatt n'a pas caché son hostilité à l'égard de cette perspective, expliquant que seul un président « indépendant » ayant pour dessein de défendre le Liban contre la Syrie, serait en mesure de protéger l'esprit de la Révolution du cèdre. Il déclara même qu'il ne soutiendrait pas la coalition du 14 mars si elle décidait d'élire un président ne souhaitant pas défaire le Liban de toute influence syrienne. « Nous devons tenir bon, et nous ne pouvons trahir nos idéaux, nos positions indépendantes ou les gens qui croient en ces positions. Seule la loyauté nous permettra de gagner ; tout compromis risque de placer le Liban dans la sphère persane ou dans un axe irano-syrien ». Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 17 septembre 2007.

¹⁸⁷ Il s'agit là d'un revers de l'opposition. En juillet et août 2007, selon des sources françaises et saoudiennes, la tentative de convaincre les partis libanais de donner à l'opposition une minorité de blocage dans un gouvernement d'unité nationale tout en acceptant un candidat consensuel à la présidence échoua, lorsque le Hezbollah, se faisant l'écho des positions de Damas et Téhéran, déclara qu'il n'offrirait son crédit aux élections présidentielles qu'après la formation du nouveau gouvernement. Une position inacceptable aux yeux des forces du 14 mars, qui craignaient que la question présidentielle ne demeure sans issue, et en provoquant la chute du gouvernement, l'opposition pourrait créer un vide institutionnel. Entretiens de Crisis Group avec des officiels saoudiens et français, Riyad et Paris, juillet-août 2007.

¹⁸⁸ Entretien de Crisis Group avec un diplomate occidental, New York, 26 septembre 2007.

¹⁸⁹ Entretien de Crisis Group avec Najib Mikati, Beyrouth, 13 septembre 2007.

résolue (le désarmement est en ce moment impossible) ni totalement ignorée (trop d'acteurs locaux et régionaux craignent la puissance militaire du mouvement). Elle doit plutôt être abordée en tenant compte du fait qu'une partie du pays considère ces armes comme un bouclier et l'autre comme une menace.

Le Hezbollah est confronté à son propre dilemme. Afin de protéger ses armes et de poursuivre son objectif de donner au Liban un rôle régional, il a choisi d'entrer au gouvernement. De cette manière, il renforce le fossé confessionnel et, ce faisant, il met en danger ses armes mais aussi sa vision. Il s'agit là d'une chance. Le mouvement cherche surtout à sortir de l'impasse à laquelle il a largement contribué mais il ne le fera pas à n'importe quel prix : il ne sacrifiera pas ses armes (surtout au moment où les tensions confessionnelles et régionales augmentent),¹⁹⁰ le principe de résistance ou son alliance avec la Syrie et l'Iran, qui reposent sur une nécessité matérielle et une proximité idéologique. Une solution pacifique qui permettra au Liban d'assurer de nouveau sa propre gouvernance devra par conséquent tenir compte de ces intérêts, tout en restreignant la liberté d'action du Hezbollah.

Les propositions avancées par les acteurs locaux, les Français et d'autres internationaux ainsi que par les médiateurs locaux comprennent d'importants éléments

¹⁹⁰ Dans un entretien qu'il a donné à Crisis Group, un dirigeant du Hezbollah l'a expliqué clairement, mettant l'accent sur les risques que comporte le débat sur la question du désarmement en ce moment. Il regrette la confiscation par l'armée des armes « à la demande de Siniora », en violation, affirme-t-il, du programme du gouvernement reconnaissant la légitimité de la résistance armée. Pour certains analystes, la pression sur le Hezbollah pour qu'il rende les armes augmenterait significativement si certains de ses griefs à l'égard d'Israël étaient pris en compte, notamment la restitution des fermes de Chebaa, la libération des prisonniers ou l'arrêt des vols israéliens au-dessus du pays. Ils ont un but ; de telles avancées rendraient certainement les arguments du Hezbollah moins défendables. Mais il y a peu de chance pour qu'elles mènent à l'abandon des armes par le Hezbollah. Ces « menaces directes », comme les appelle Mustafa al-Hajj Ali, membre du bureau politique du mouvement, sont une chose. Mais les « menaces indirectes », parmi lesquelles la « nature expansionniste » d'Israël, sont tout aussi importantes. En d'autres termes, la justification du statut armé du Hezbollah a également à voir avec la pérennité du « Front du refus » et la résistance aux aspirations prétendument hégémoniques des États-Unis et d'Israël. Entretien de Crisis Group avec Mustafa al-Hajj Ali, Beyrouth, 23 juillet 2007. Timor Goksel ajoute : « Depuis 2000, le Hezbollah sait qu'il est de plus en plus difficile de justifier la résistance, c'est pourquoi il s'accroche aux arguments dont il dispose. Aujourd'hui, ce sont les fermes de Chebaa. Mais si ce problème était résolu, il trouverait d'autres causes à défendre : l'eau, la question palestinienne, ou autre chose ». Entretien de Crisis Group, Beyrouth, 16 août 2007.

d'un possible accord global. Une formule fondée sur ces éléments impliquerait :

- l'accord en vertu duquel le président doit être choisi par consensus, c'est-à-dire par les deux tiers du Parlement. Cet élément est essentiel dans la mesure où l'autre possibilité, qui consisterait en l'élection d'un président à la majorité simple, pourrait inciter l'opposition, comme elle en a fait la menace, à mettre en place un gouvernement parallèle. Cela représenterait une concession majeure à l'opposition, en l'échange de quoi l'opposition devrait s'accorder avec les forces du 14 mars sur un président ; et
- l'adoption d'une plateforme gouvernementale qui devra aborder les besoins de toutes les parties. Une telle plateforme approuverait, à l'instar du précédent gouvernement et ce de manière temporaire, le principe de résistance afin de parvenir aux objectifs d'ordre national (la libération des prisonniers libanais et du territoire libanais) tout en limitant strictement son usage. Le Hezbollah accepterait d'adopter une position strictement défensive et de suspendre ses actions militaires dans les fermes de Chebaa afin de donner une chance à la diplomatie.¹⁹¹

En d'autres termes, le Hezbollah doit être rendu publiquement responsable de l'usage de ses armes, il doit éviter de reproduire ce que ses opposants appellent l'« aventurisme » de juillet 2006 et se concentrer sur une stratégie de dissuasion. Bien qu'ils demeurent réservés, certains dirigeants du Hezbollah ont exprimé à Crisis Group leur volonté de considérer cette formule dans le cadre d'un gouvernement d'unité qui reconnaîtrait la légitimité de la résistance jusqu'à ce qu'une stratégie de défense nationale soit adoptée.¹⁹²

En outre, la plateforme encouragerait des relations pacifiques avec la Syrie, avec des relations diplomatiques

¹⁹¹ Il est intéressant d'observer que la Syrie a récemment indiqué qu'elle serait prête à laisser les Nations unies prendre en charge les fermes de Chebaa de manière intérimaire, une position qui, si elle est confirmée, apporterait une véritable ouverture. *Haaretz*, 26 septembre 2007.

¹⁹² Entretien de Crisis Group avec un responsable du Hezbollah, Beyrouth, 17 septembre 2007. Naim Qasem a appelé à la création d'« un plan de défense national qui ferait de l'armée le pilier central des forces libanaises ». Dans ce contexte, la résistance servirait de soutien. *Al-Nahar*, 27 septembre 2007. Nabih Berri, s'exprimant au nom d'Amal, déclare : « Les frontières du Sud ne sont pas l'apanage des chiites, d'Amal ou du Hezbollah. Ils ne peuvent pas à eux seuls être les tenants des décisions prises au niveau national ou imposer leur veto sur les décisions stratégiques ». Transcription obtenue par Crisis Group auprès du bureau des affaires extérieures d'Amal, Beyrouth.

normalisées, le tracé des frontières et la résolution de la question des disparus libanais. Enfin, elle appellerait au respect du droit international, notamment du tribunal international mis en place par le Conseil de sécurité chargé d'enquêter sur l'assassinat d'Hariri et de la résolution 1701.

Étant donné la gravité de la crise politique et la nécessité de renforcer la légitimité des institutions étatiques, le gouvernement devrait également travailler sur deux choses importantes. La première étant de ratifier une nouvelle loi électorale plus équitable envers les groupes minoritaires.¹⁹³ La seconde consiste en renommer les nominations des membres du Conseil constitutionnel afin de minimiser le risque de paralysie institutionnelle en cas d'interprétations contradictoires de la Constitution. Leur mandat devrait être tel que stipulé par les accords de Taëf : interpréter la Constitution, vérifier la constitutionnalité des lois et trancher les litiges impliquant la remise en cause des élections présidentielles ou parlementaires.

Mais il faut rester réaliste. Ces ambitieuses avancées même si elles se concrétisaient, resteraient superficielles et, dans le meilleur des cas, permettraient au Liban d'acquiescer davantage de tranquillité et de retrouver une gouvernance efficace. Il est impossible aujourd'hui d'isoler la question libanaise de celle des relations entre les États-Unis, Israël, l'Iran et la Syrie. Au mieux, le pays pourra être immunisé contre les effets les plus déstabilisateurs et coûteux d'une confrontation régionale.

Beyrouth/Bruxelles, 10 octobre 2007

¹⁹³ Une possibilité serait la loi électorale recommandée par la commission Boutros nommée par le gouvernement, qui combine les systèmes majoritaire et proportionnel.

ANNEXE A

CARTE DU LIBAN

